



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Programme alimentaire mondial

R A P P O R T S P É C I A L

MISSION FAO/PAM D'ÉVALUATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

29 octobre 2014

Déni

Le présent rapport a été établi par Benjamin Badjeck, Cheikh Ibrahima Ndiaye et Alessandro Costantino pour la FAO et Jean-Martin Bauer pour le PAM, sous la responsabilité des secrétariats de la FAO et du PAM, à partir d'informations officielles et officieuses. Les renseignements figurant dans le présent rapport ne doivent pas être considérés comme représentant l'exposé du point de vue du gouvernement intéressé. De plus, les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, aucune prise de position quant au statut juridique ou au niveau de développement des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières. La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser aux soussignés pour un complément d'informations le cas échéant.

Shukri Ahmed
Économiste principal, SMIAR
Division du commerce international et
des marchés, EST/FAO
Télécopie: 0039-06-5705-4495
Mél: giewes1@fao.org

Arif Husain
Directeur Adjoint
Division des Politiques et
des Programmes, OSZ/PAM
Télécopie: 0039-06-6513-2817
Mél: arif.husain@wfp.org

Veillez noter que le présent rapport spécial peut être obtenu sur l'Internet dans le site Web de la FAO aux adresses URL ci-après: www.fao.org <http://www.fao.org/giewes/> et <http://www.wfp.org/food-security/reports/CFSAM>

Les alertes spéciales et les rapports spéciaux peuvent aussi être reçus automatiquement par courrier électronique dès leur publication, en souscrivant à la liste de distribution du SMIAR. À cette fin, veuillez envoyer un courrier électronique à la liste électronique de la FAO à l'adresse suivante: mailserv@mailserv.fao.org sans remplir la rubrique sujet, avec le message ci-après:

subscribe SMIARAlertes-L

Pour être rayé de la liste, envoyer le message:

unsubscribe SMIARAlertes-L

© FAO 2014

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à www.fao.org/contact-us/licence-request ou adressée par courriel à copyright@fao.org.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

Sommaire

<u>ABRÉVIATIONS</u>	4
<u>FAITS SAILLANTS</u>	5
<u>VUE D'ENSEMBLE</u>	5
<u>SITUATION MACROECONOMIQUE</u>	7
Ressources naturelles abondantes et variées, mais mal ou peu exploitées.....	7
Une crise de trop qui provoque l'effondrement de l'économie en 2013	8
Programmes d'assistance en cours	13
Relance de l'économie comme dividende et facteur de la paix	14
<u>CARACTERISTIQUES DE L'AGRICULTURE EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE</u>	15
Caractéristiques agro-écologiques	15
<u>PRODUCTION ALIMENTAIRE EN 2013</u>	16
<u>PRODUCTION ALIMENTAIRE EN 2014</u>	16
Principaux facteurs ayant affecté la production agricole 2014	16
1. La crise politico-militaire et ses conséquences sur les activités agricole.....	16
2. Une pluviométrie proche de la normale mais mal répartie.....	18
3. Une augmentation de la pression parasitaire sur les cultures	20
Estimation des productions vivrières	21
1. Superficies.....	21
2. Rendements	22
3. Productions vivrières	22
Elevage.....	23
Pêche.....	24
Chasse et cueillette	25
<u>MARCHÉS ET PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES</u>	25
<u>BILAN DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE DE CÉRÉALES 2014/15</u>	29
<u>SECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES ET NUTRITION</u>	31
Moyens d'existence	31
Stratégies de survie et consommation alimentaire.....	32
Situation alimentaire critique pour les déplacés et les enclaves	33
Nutrition	33
Besoins en assistance alimentaire et nutritionnelle.....	34
<u>PRINCIPALES RECOMMANDATIONS</u>	35
<u>Annexe 1: Liste des ONGs par cycle de distribution des semences</u>	37

ABRÉVIATIONS

ACF	Action contre la faim
ACTED	Agency for Technical Cooperation and Development
AFD	Agence française de développement
ASIS	Agriculture Stress Index System
BEAC	Banque des États d'Afrique Centrale
CARITAS	Confédération internationale d'organisations catholiques
CEEAC	Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale
CEMAC	Economic and Monetary Community of Central Africa
CFA	Franc des Communautés Financières d'Afrique
CFSAM	Crop and Food Security Assessment Mission
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CMP	Commission Movement de Population
COOPI	Coopération Internationale
CORDAID	Catholic Organization for Relief and Development Aid
CRS	Catholic Relief Services
DRC	Danish Refugee Council
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
DTS	Droits de Tirage Spéciaux
EFSA	Emergency Food Security Assessment
EUFOR	European Union Force
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEWSNET	Famine Early Warning Systems Network
FMI	Fonds monétaire international
FNPAC	Fédération nationale des pêcheurs et aquaculteurs en République Centrafricaine
FNEC	Fédération nationale des éleveurs centrafricains
HDPT	Humanitarian and Development Partnership Team
HIMO	Haute intensité de main d'œuvre
IC	Intervalle de Confiance
ICASEES	Institut Centrafricain des Statistiques, des Etudes Economiques et Sociales
IOM	International Organization for Migration
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
MDR	Ministère du développement rural
MINUSCA	Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation en République Centrafricaine
MIRA	Multi-Cluster/Sector Initial Rapid Assessment
MISCA	Mission internationale de soutien à la République Centrafricaine, sous conduite de l'Union Africaine
OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
PAM	Programme alimentaire mondial
PIB	Produit intérieur brut
PFNL	Produits forestiers non ligneux
PNIASAN	Programme national d'investissement agricole, de sécurité alimentaire et nutritionnelle
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PU	Première Urgence
RCA	République Centrafricaine
RRM	Rapid Response Mechanism
SMART	Standardized Monitoring and Assessment in Relief and Transitions
SMIAR	Système mondial d'information et d'alerte rapide
TCP	Technical Cooperation Programme
TSFP	Targeted Supplementary Feeding Programme
UC	Unités de Compte
UICN	Union internationale de la conservation de la nature
UMAC	Union monétaire de l'Afrique Centrale
UNHCR	United Nations High Commissioner for Refugees
USD	United States Dollar
XAF	CFA Franc

FAITS SAILLANTS

- La crise politico-militaire sans précédent, qui a démarré en République Centrafricaine (RCA) en décembre 2012, a dévasté l'économie nationale. Elle s'est traduite par une réduction de 37 pour cent du produit intérieur brut (PIB) en 2013 par rapport à 2012.
- Le secteur agricole, épine dorsale de l'économie, a connu une contraction de 46 pour cent en 2013. En 2014 les activités agricoles ont connu de sérieuses perturbations: les superficies emblavées à des niveaux nettement inférieurs à ceux d'avant la crise, en raison de l'insécurité persistante et la rareté des intrants essentiels, tels que les semences et les outils.
- La récolte 2014, estimée à 762,690 tonnes, qui accuse une baisse de 58 pour cent par rapport à la moyenne pré-crise, a connu une augmentation de 11 pour cent par rapport à 2013 grâce à une augmentation de la production de manioc. Cependant, la production céréalière affiche un recul de 54 pour cent en 2014 par rapport à 2013.
- L'appui de la FAO à la production agricole a atténué l'impact négatif de la crise sur la production alimentaire, avec quelque 111,750 ménages assistés avec des semences (maïs, riz, arachide, sésame, mil, sorgho, légumineuses) et outils, alors que 100 groupements de multiplicateurs de semences ont reçu des semences de maïs, de riz et d'arachide. Le PAM a appuyé l'opération en fournissant des rations de protection de semences.
- La mission estime des besoins d'importation en céréales à 134,356 tonnes pour l'année alimentaire 2014-2015 (novembre-octobre). Dans l'hypothèse d'une importation commerciale de 29,000 tonnes et d'assistance alimentaire prévues de 48,000 tonnes, la mission estime un déficit céréalier de quelques 57,000 tonnes.
- L'effectif du cheptel est estimé d'avoir baisse jusqu'à 77 pour cent par rapport au niveau pré-crise, suite aux pillages et aux abatages.
- Les captures en poisson sont en baisse de 40 pour cent, à cause d'insécurité dans les zones de pêche et de perte d'équipement.
- La forte perturbation du fonctionnement des marchés et des activités commerciales s'est traduite par la raréfaction des produits y compris les denrées de base, provoquant des augmentations de prix à Bangui, où l'inflation a augmenté de 3,5 pour cent en janvier 2014 à 12 pour cent en août 2014, limitant l'accès alimentaire d'un grand nombre de personnes.
- A Bangui, les prix du maïs, du mil et de l'arachide ont augmenté de 30-70 pour cent entre mars-avril et août 2014. En revanche, le prix du manioc a baissé de 13 pour cent de février à août.
- La crise a provoqué la détérioration de la sécurité alimentaire dans un pays où entre le quart et le tiers de la population se trouvait en situation d'insécurité alimentaire avant la crise. Les réserves alimentaires en zone rurale sont estimées à 40-50 pour cent de leur niveau habituel à cause des pillages et de l'insécurité. Cela a augmenté la dépendance au marché d'un grand nombre de ménages dont les sources de revenu ont été décimées par le conflit.
- Avec la fragilisation des moyens d'existence, les ménages se sont rabattus sur des activités secondaires, telles que la cueillette et la vente de bois ou de charbon. Ces mécanismes ne suffiront pas à assurer la sécurité alimentaire à long terme: une baisse de la fréquence et de la qualité des repas est déjà observée.
- Les personnes déplacées et les populations enclavées font face à une insécurité alimentaire d'urgence, 50 pour cent de ces ménages consomment une diète pauvre et font face à un risque nutritionnel élevé.
- Pour les groupes non déplacés, l'assistance alimentaire s'avérera nécessaire lors de la soudure 2015 (avril-juillet). Un filet de sécurité devra être mis en place pour prévenir et traiter la malnutrition aiguë.
- Un appui à la production alimentaire (par la distribution de semences, de petit matériel, la promotion du maraichage, de la pisciculture et le petit élevage) est urgente.
- Un soutien fort au secteur agricole, conformément au Programme national d'investissement agricole, de sécurité alimentaire et nutritionnelle PNIASAN, les conditions d'une croissance économique inclusive et générerait des emplois et des opportunités de revenu.
- La mise en place d'un système d'information sur l'agriculture et la sécurité alimentaire est fortement recommandée pour permettre un suivi de la situation plus fréquent.

VUE D'ENSEMBLE

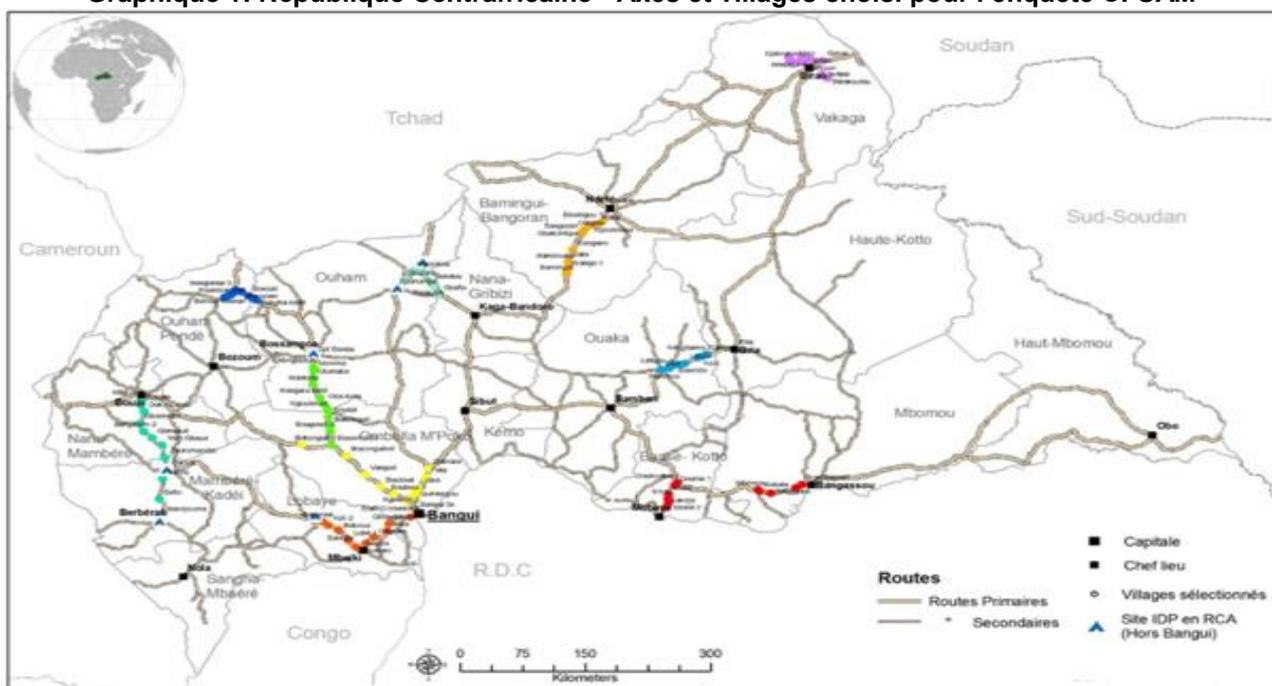
À la demande du Gouvernement de la République Centrafricaine une mission conjointe FAO/PAM s'est déroulée sur le terrain du 10 août au 13 septembre 2014 pour estimer le niveau des récoltes et évaluer la situation alimentaire générale. En plus du personnel de la FAO et du PAM, les équipes de terrain ont

compris des représentants du Ministère du Développement Rural, l'Institut Centrafricain des Statistiques et d'Etudes Economiques et Sociales, et 7 ONG nationales et internationales (World Vision, JUPEDEC, AIEC, COOPI, NDA, COHEB, Solidarités).

A Bangui, la mission a rencontré les responsables du Ministère du Développement rural, ceux des Ministères du Plan, des Finance, les représentants des organismes internationaux dont la Banque africaine de développement, la Banque mondiale, le PNUD, ainsi que la Commission européenne pour discuter la situation globale de l'économie, de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et des perspectives. De plus, la mission a recueilli les données les plus récentes relatives à la situation macroéconomique, l'agriculture, le commerce, les politiques, les prix et l'assistance alimentaire. Les équipes ont reçu une formation en collecte de données par le Ministère du Développement Rural, la FAO et le PAM avant le démarrage des visites de terrain.

Les enquêtes de terrain ont été conduites au moyen de questionnaires structures et de séances de travail semi-structures avec des groupes de discussion. La collecte de données, conduite du 28 août au 12 septembre, a eu lieu sous la supervision du Ministère du Développement Rural, de la FAO et du PAM. Environ 170 séances de travail avec les groupes de discussion ont eu lieu dans 8 préfectures. Les axes et villages visites ont été sélectionnés de façon raisonnée par les techniciens des institutions partenaires, afin d'assurer la représentation des différentes zones agro-écologiques dans l'échantillon.

Graphique 1: République Centrafricaine - Axes et villages choisi pour l'enquête CFSAM



Source: Gaul, FAO RCA, OCHA, UNHCR.

La collecte des données primaires s'est réalisée dans un contexte d'insécurité qui a limité l'accès à certaines zones. Notamment, la collecte de données n'a pas été possible en préfecture de Vakaga, alors que sur d'autres axes, les équipes n'ont pu visiter certains villages initialement sélectionnés.

La crise politico-militaire qui afflige le pays depuis décembre 2012, a asséné un coup dur à l'économie, le taux de croissance du PIB plongeant de 37 pour cent en 2013, et ceux du secteur de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et chasse de 46 pour cent, 55 pour cent et 33 pour cent respectivement. Les recettes fiscales insignifiantes ne permettent pas à l'État d'assumer correctement ses obligations régaliennes, alors même que la situation humanitaire demeure catastrophique avec plus de 400,000 déplacés internes dans un contexte où plus de 60 pour cent vivent sous le seuil de la pauvreté et où plane encore le spectre de l'insécurité et de la violence.

La campagne 2012/13 s'est caractérisée par des conditions climatiques erratiques dans les parties orientales et méridionales du pays, où des précipitations précoces en février-mars ont été suivies de pluies sous la moyenne en mai, et par une pause pluviométrique en juillet. Par après, des pluies abondantes en

août ont réduit les déficits, et selon les analyses des images satellitaires, les conditions de la végétation étaient généralement favorables en septembre.

Les résultats issus des focus groupes indiquent que la production vivrière 2014 est estimée à 763,000 tonnes, en baisse de 58 pour cent par rapport à la production moyenne d'avant la crise, mais en hausse de 11 pour cent par rapport à 2013, grâce à une augmentation de la production de manioc. En revanche, la production céréalière affiche une baisse de 54 pour cent en 2014 par rapport à 2013. La mission estime un déficit céréalier net de 56,000 tonnes.

La réduction de la production agricole résulte de l'intensification du conflit en décembre 2013, qui a provoqué la perte des outils et intrants agricoles, faisant chuter les superficies emblavées en céréales. En revanche, les superficies exploitées en manioc ont augmenté sur la même période, cette culture peu exigeante et moins susceptible aux pillages est préférée par les agriculteurs en période d'insécurité. De plus la production en manioc a bénéficié de soutien fourni par la FAO et les partenaires en 2013.

Les impacts négatifs de la crise sur la production alimentaire ont été atténués par l'appui de la FAO à la production agricole, avec quelque 111,750 ménages assistés avec des et les rations de protection de semences fournies par le PAM.

Les secteurs de l'élevage et de la pêche ont payé un lourd tribut à la crise. La chute des effectifs à cause de vols, de pillages et d'abattages massifs est estimée à 67 pour cent pour le gros bétail et à 77 pour cent pour les petits ruminants et les volailles. Cela rendra encore plus ardu le rétablissement ultérieur du secteur. Les captures de poissons sont en baisse de 40 pour cent par rapport à la période pré-crise en raison d'insécurité et de la perte des équipements.

Les prix des produits agricoles, qui ont évolué à des niveaux relativement bas à Bangui lors de la période de crise, ont connu une résurgence au cours des derniers mois. Les prix du maïs, du mil et de l'arachide ont augmenté de 30-70 pour cent entre mars-avril et août 2014 à cause d'une augmentation de la demande, car le paiement des salaires des fonctionnaires a repris en mars, injectant des liquidités dans le circuit économique, et le retour chez eux de grand nombre de personnes déplacées. En revanche le prix du manioc, produit localement, a baissé de 13 pour cent de février à août grâce à la hausse de la production conjuguée aux entraves au commerce, qui ont maintenu de bonnes disponibilités dans la zone de production excédentaire aux environs de Bangui.

La crise a provoqué la détérioration de la sécurité alimentaire dans un pays où entre le quart et le tiers de la population se trouvait en situation d'insécurité alimentaire avant la crise. Les réserves alimentaires en zone rurale sont estimées à 40-50 pour cent de leur niveau habituel à cause des pillages et de l'insécurité. Cela a augmenté la dépendance au marché d'un grand nombre de ménages dont les sources de revenu ont été décimées par le conflit.

Avec la fragilisation des moyens d'existence, les ménages se sont rabattus sur des activités secondaires, telles que la cueillette et la vente de bois ou de charbon. Ces mécanismes ne suffiront pas à assurer la sécurité alimentaire à long terme: une baisse de la fréquence et de la qualité des repas est déjà observée.

Les populations déplacées ou enclavées connaissent actuellement une situation alimentaire de crise ou d'urgence, du fait de la perte de leurs moyens d'existence et de l'absence de mécanisme d'adaptation. Selon les enquêtes, 50 pour cent de ces ménages ont des niveaux critiques de consommation alimentaire, dépendent largement de l'assistance alimentaire et ont un risque nutritionnel élevé.

La couverture des programmes de prévention de la malnutrition aiguë modérée est actuellement insuffisante par rapport aux besoins. La publication des résultats complets de l'EFSA et de la SMART, en cours permettra d'affiner les réponses.

SITUATION MACROECONOMIQUE

Ressources naturelles abondantes et variées, mais mal ou peu exploitées

Pays enclavé partageant ses frontières avec le Tchad au nord-ouest, le Soudan au nord-est, le Soudan du Sud à l'est, la République Démocratique du Congo et la République du Congo au sud, le Cameroun à l'ouest, la République Centrafricaine est dotée de ressources naturelles conséquentes. Sa superficie de près

de 623,000 km² pour environ 5 millions d'habitants offre un écosystème diversifié allant d'une forêt dense et humide au sud à des savanes arborées et des steppes dans le nord du pays, et comprenant:

- 15 millions de terres cultivables dont seulement 2 millions exploités annuellement, avec comme principales cultures vivrières le manioc, le maïs, et un fort potentiel pour les cultures d'exportation et industrielles telles que le café, le cacao, le coton, le tabac et la canne à sucre, les agrumes et autres fruits tropicaux.
- 16 millions de pâturages également sous-exploités.
- Un potentiel forestier de 3,8 millions d'hectares dont 3,2 déjà attribués pour exploitation.
- Des produits forestiers non ligneux, dont les chenilles, champignons, miel, ignames et légumes sauvages comestibles, épices et plantes médicinales.

Le pays jouit également d'une hydrographie généreuse avec les bassins du Chari au nord, de l'Oubangui au sud et de la Sangha dans le sud-ouest, alimentés par de nombreux affluents, d'où l'importance du potentiel halieutique. Enfin, son sous-sol recèle des ressources minérales abondantes et variées: or, diamant, uranium, pétrole et autres.

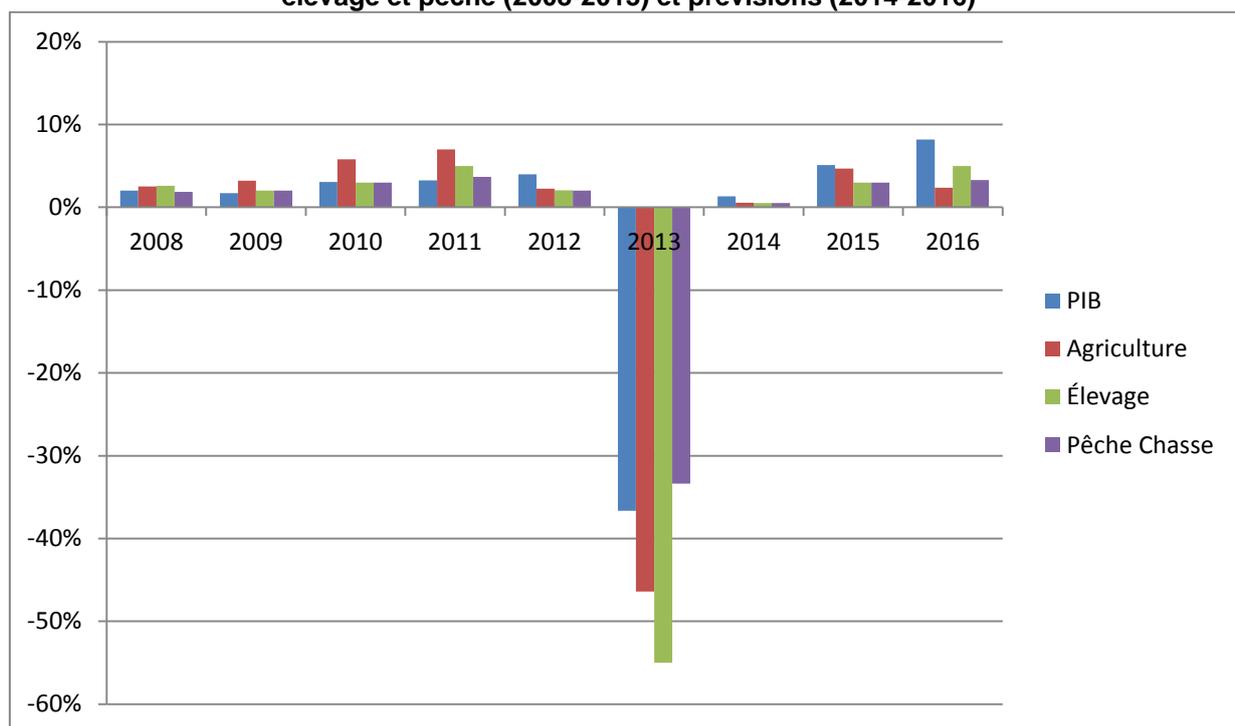
Cependant, depuis son indépendance en 1960, la République Centrafricaine a connu une trajectoire économique bien en deçà du potentiel. Ceci s'explique, entre autres, par des crises sociopolitiques à répétition inhibant la mise en œuvre de programmes de développement et la construction des infrastructures pour désenclaver le pays, et par une exploitation minière et forestière peu contrôlée, donnant lieu à une économie de rente, voire de prédation, empreinte du «syndrome hollandais», donc peu diversifiée. L'économie monétarisée est dominée par les ressources extractives, les exportations de diamant et de bois contribuant respectivement pour plus de 60 pour cent et environ 25 pour cent aux recettes d'exportation en 2011.

Mais Les ressources extractives, au lieu de constituer des atouts pour le pays, s'avèrent souvent être des germes de déstabilisation des institutions nationales. En effet, depuis l'accession de la République Centrafricaine à l'indépendance en 1960, ses gouvernements successifs se sont plus attachés à tirer parti de l'économie rentière des ressources extractives à court terme, qu'à concevoir et mettre en œuvre une vision pour un développement durable et inclusif. Ce mode de gouvernance a au fil des ans attisé des convoitises et des rebellions qui se sont souvent traduits par des crises politico-militaires, la quasi-stagnation ou l'effondrement de l'économie et une paupérisation de masse.

Une crise de trop qui provoque l'effondrement de l'économie en 2013

La crise qui a littéralement embrasé le pays de 2012 à 2014, exceptionnelle par son ampleur et ses violences interconfessionnelles, a asséné un coup dur à l'économie centrafricaine, comme le montrent les graphiques ci-après.

Graphique 2: République Centrafricaine - Taux de croissance du PIB, agriculture, élevage et pêche (2008-2013) et prévisions (2014-2016)

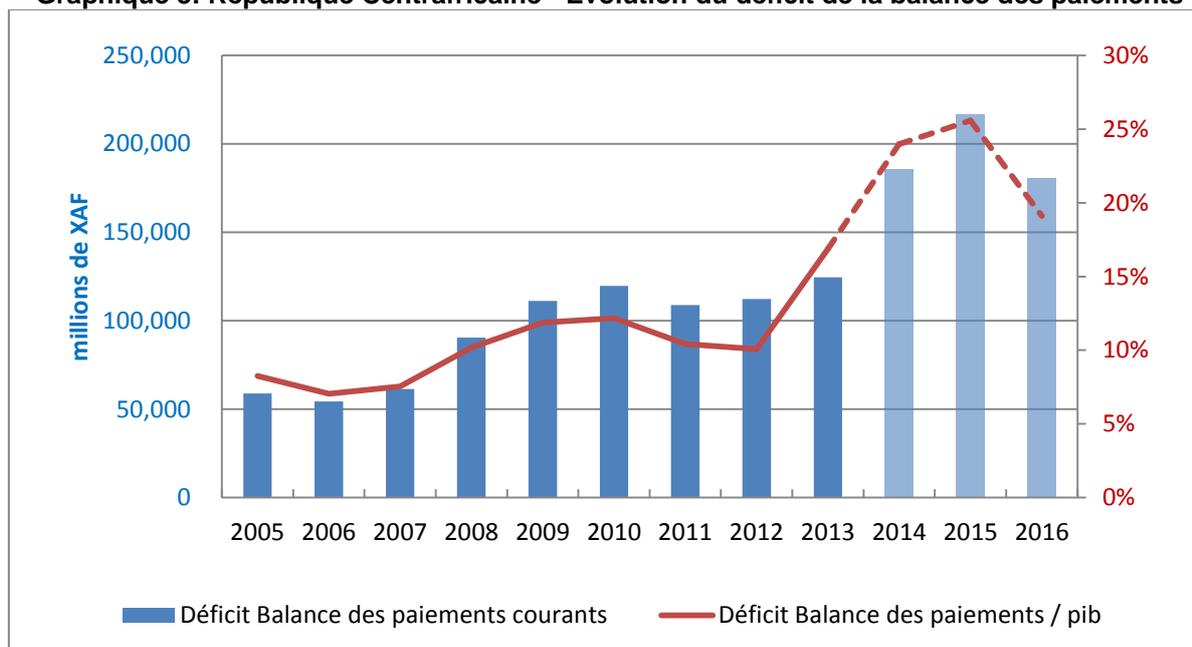


Source: Institut Centrafricain des Statistiques, des Etudes Economiques et Sociales (ICASEES).

Il ressort du graphique 2 que le taux de croissance du PIB a plongé à -37 pour cent en 2013, celui de l'agriculture (production végétales) à -46 pour cent, et celui de l'élevage à -55 pour cent, celui de la pêche et chasse à -33 pour cent.

Parallèlement, Le déficit de la balance des paiements est en forte augmentation depuis 2012, atteignant 17 pour cent PIB en 2013, avec une projection de près de 26 pour cent pour 2015 (voir graphique 3). Ceci met à mal la capacité du pays à se constituer des réserves de change (logées en partie au compte d'opérations) pour faciliter ses importations, entre autres.

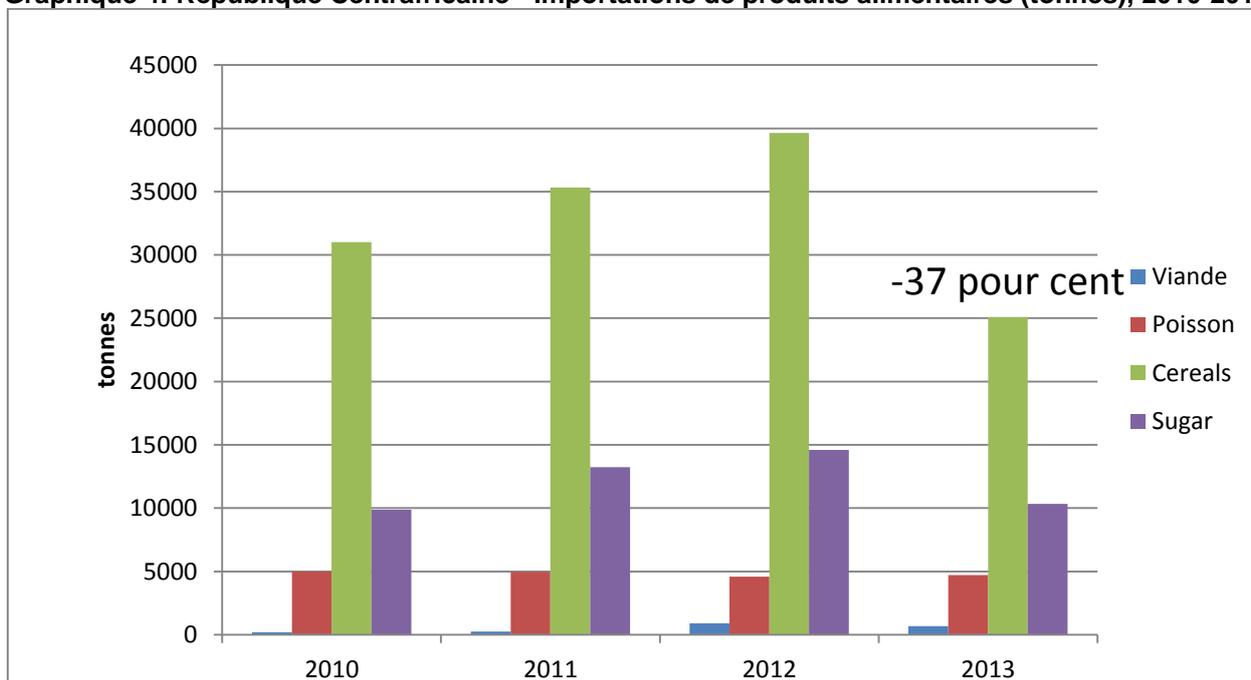
Graphique 3: République Centrafricaine - Évolution du déficit de la balance des paiements



Source: Institut Centrafricain des Statistiques, des Etudes Economiques et Sociales (ICASEES).

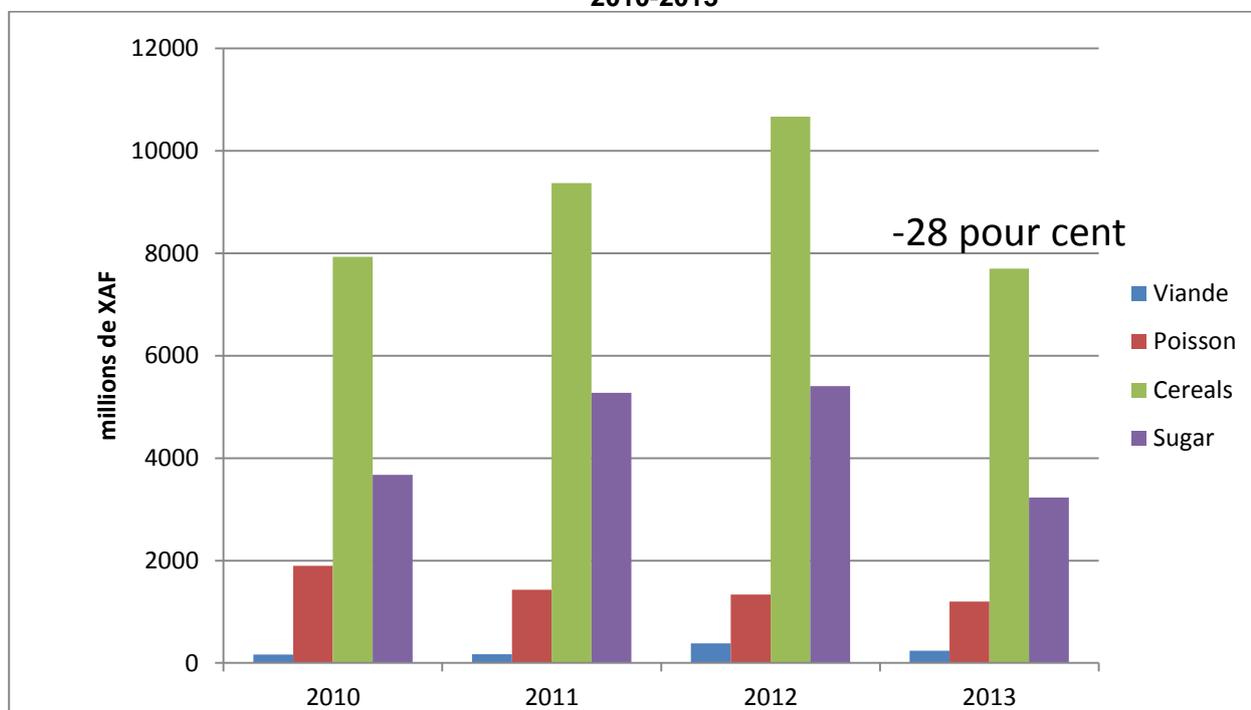
La détérioration de la balance des paiements en 2013 s'est accompagnée d'une chute drastique des importations, notamment alimentaires, comme l'indiquent les graphiques 4 et 5 ci-après: les importations de céréales se sont contractées de 37 pour cent en volume et de 27 pour cent en valeur.

Graphique 4: République Centrafricaine - Importations de produits alimentaires (tonnes), 2010-2013



Source: Institut Centrafricain des Statistiques, des Etudes Economiques et Sociales (ICASEES).

Graphique 5: République Centrafricaine - Importations de produits alimentaires (millions XAF) 2010-2013



Source: Institut Centrafricain des Statistiques, des Etudes Economiques et Sociales (ICASEES).

Quant aux réserves de changes, leur situation résumée dans le tableau ci-après ne semble pas refléter les difficultés financières que connaît la République Centrafricaine, particulièrement depuis 2012, puisqu'elles augmentent de près de 23 pour cent à USD 144,6 millions de 2012 à 2013, alors que d'autres agrégats économiques s'effondrent comme expliqué plus haut. Elles sont néanmoins restées chroniquement insuffisantes, ne pouvant assurer la couverture minimale de six mois d'importations selon les normes de

l'Union monétaire de l'Afrique Centrale (UMAC) qui comprend le Cameroun, la République Centrafricaine, la République du Congo, le Gabon, la Guinée Équatoriale, le Tchad.

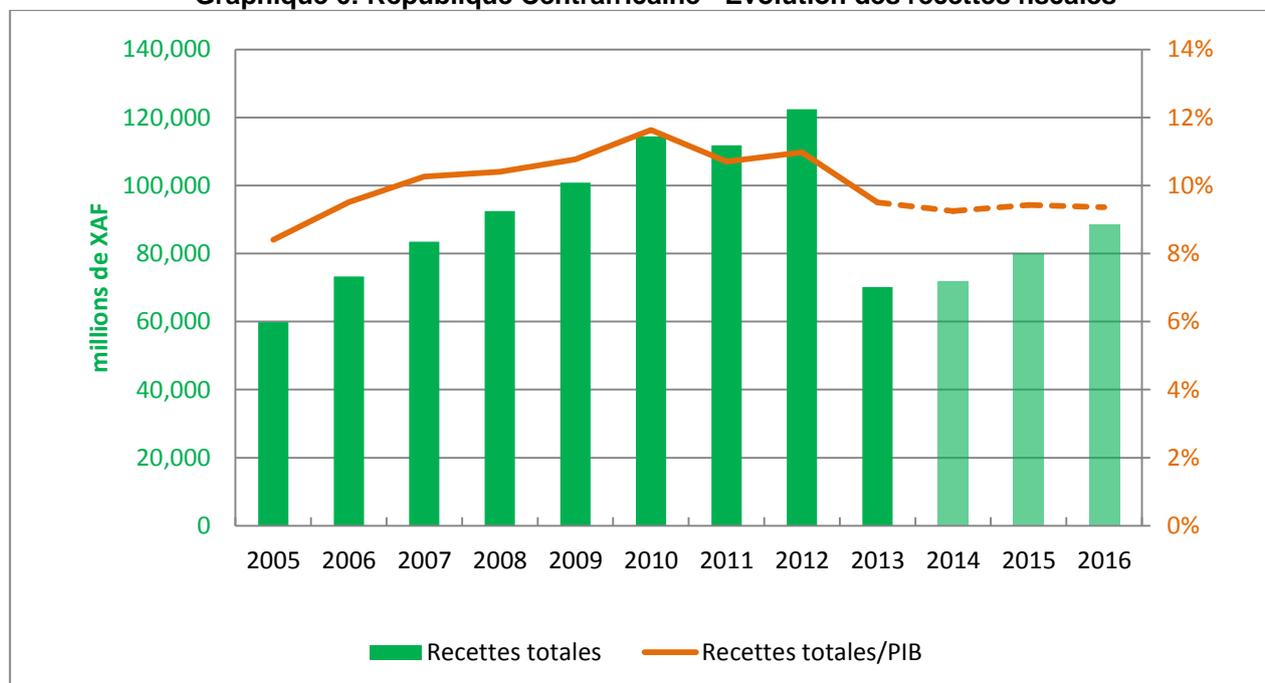
Tableau 1: République Centrafricaine - Réserves de changes (2009-2013: estimations; 2014-2015 prévisions)

Libellé	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Réserves extérieures brutes (millions USD)	148,5	126,5	113,9	117,9	144,6	148,3	174,0
Couverture d'informations (mois)	3,3	3,2	2,9	3,8	3,9	3,7	4,0

Source: FMI Rapport No. 14/164, juin 2014.

Dans cet espace monétaire, la gestion des réserves de change et, d'une manière générale, la définition de la politique monétaire, relève de l'institut d'émission, la Banque des États d'Afrique Centrale (BEAC) et du Trésor français. En effet, selon les accords établissant la BEAC en 1972, le Trésor français garantit la convertibilité illimitée du franc CFA émis par cette dernière, d'abord en francs français puis plus tard en euro. En contrepartie, les six (6) États membres de la BEAC conservent une part de leurs avoirs extérieurs dans un Compte d'opérations ouvert auprès du Trésor français, qui, par le biais d'administrateurs et autres agents participant, avec droit de veto, à la conception et à l'application des politiques monétaires de la BEAC. Ainsi le Comité monétaire, composé de 14 membres dont 2 par État et 2 pour la France, définit la politique monétaire et de gestion des réserves de change des États membres, avec pour principaux objectifs de garantir la stabilité de la monnaie commune, conduire les opérations de change de manière à faciliter les paiements. À cet effet, des règles d'airain sont appliquées, s'agissant notamment des avances à consentir aux États membres: elles ne peuvent dépasser 20 pour cent des recettes budgétaires d'origine nationales de l'exercice précédent, et leur remboursement doit s'effectuer en moins de douze mois, le taux d'intérêt étant fixé par le Conseil d'administration. C'est dire que les États membres n'ont pas le loisir d'utiliser la «planche à billet» pour faire face à leurs besoins de financement et que l'importance des avances qu'ils peuvent obtenir de l'institut d'émission dépend plutôt de leur santé économique. Ce qui n'est pas favorable à la République Centrafricaine au regard de sa situation actuelle, ses recettes fiscales s'étant fortement contractées avec la crise comme l'indique le graphique 6 ci-après:

Graphique 6: République Centrafricaine - Évolution des recettes fiscales



Source: Institut Centrafricain des Statistiques, des Etudes Economiques et Sociales (ICASEES).

En effet, la ponction fiscale est passée en dessous de 10 pour cent du PIB en 2013 et semble depuis plafonner à ce niveau plutôt piètre, la moyenne avoisinant les 20 pour cent dans les pays de la sous-région. En termes monétaires, les recettes fiscales plongé de XAF 122,400 millions en 2012 à XAF 70,150 millions en 2013, soit d'environ 43 pour cent. Cette situation tient au fait que les gros négociants et transporteurs qui contribuaient aux recettes douanières (composante essentielle des recettes de l'État) ont disparu suite à la

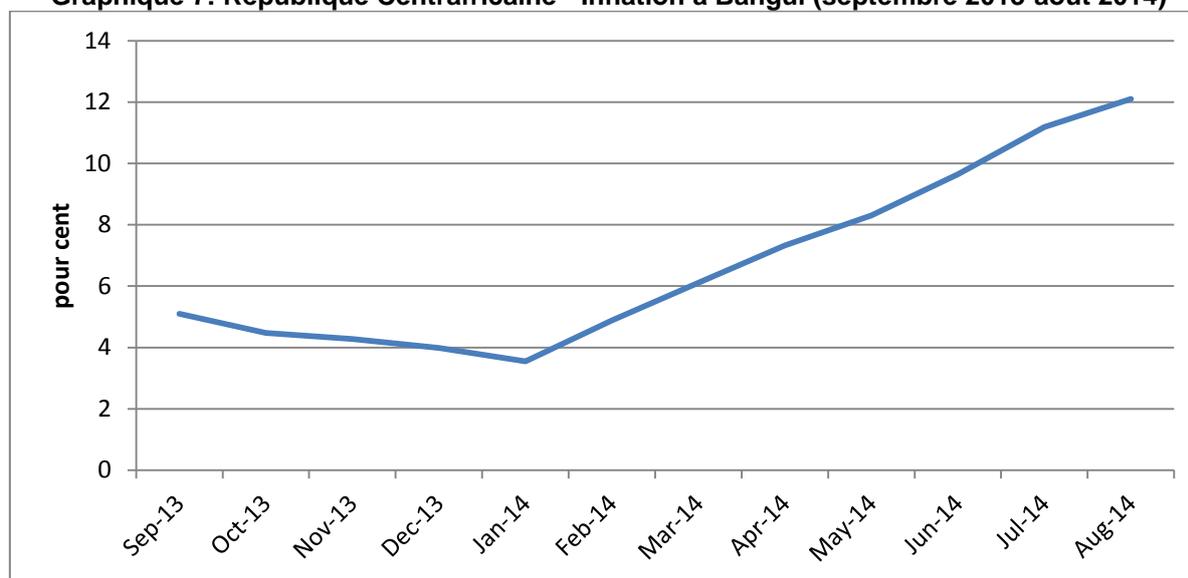
crise. Qui plus est, l'État a pratiquement perdu tout contrôle des ressources extractives: suspendus du processus de Kimberley depuis novembre 2013, ses diamants sont exploités dans l'informel essentiellement sous contrôle de bandes armées, et exportés frauduleusement via le Cameroun et le Soudan. L'exploitation et la commercialisation de l'or, voire du bois, sont soumises à des conditions semblables.

Par ailleurs, la capacité d'endettement de l'État auprès des institutions financières privées reste limitée, tant que sa dette intérieure estimée à 2 pour cent du PIB n'est pas apurée¹. La République Centrafricaine a tout de même contracté un emprunt de XAF 2,5 milliards en août 2014 sur le marché obligataire de la zone CEMAC², signe encourageant d'un regain de confiance mais insuffisant au regard des défis.

Il découle de l'analyse qui précède que l'État est acculé à une quasi-faillite qui le rend incapable, dans le court voire le moyen terme, à faire face tout seul à ses obligations régaliennes, comme, par exemple, payer les fonctionnaires, assurer la sécurité et marquer sa présence dans l'ensemble du pays.

Le malaise économique qui afflige la population est aggravé - et se traduit - par de fortes pressions inflationnistes sur les marchés de Bangui depuis janvier 2014, le taux d'inflation passant de 3,5 pour cent à cette période à plus de 12 pour cent en août (voir graphique 7 ci-dessous). En cause, la pénurie des principaux produits de base, suite à la déstructuration des circuits de commercialisation avec le pillage et la destruction des magasins, la confiscation du matériel roulant et départ des principaux transporteurs et négociants.

Graphique 7: République Centrafricaine - Inflation à Bangui (septembre 2013-août 2014)



Source: Institut Centrafricain des Statistiques, des Etudes Economiques et Sociales (ICASEES).

En résumé, la présente crise politico-militaire qui précipité l'effondrement de l'économie en 2013 s'est soldé par une situation humanitaire catastrophique avec 2,5 millions de personnes ayant actuellement besoin d'assistance humanitaires dont plus de 400,000 sont des déplacés internes, des outils de production pillés et saccagés, des circuits de commercialisation déstructurés. Ainsi, la RCA recule de six places dans le classement de l'indice sur le développement humain en 2013 par rapport à 2012, occupant la 185^{ème} place sur 187 pays. C'est dire l'aggravation de l'extrême pauvreté qui touche plus de 60 pour cent de la population.

¹ FMI, Rapport No. 14/164, juin 2014

² Economist Intelligence Unit, Central African Republic, Country Report, September 2014.

Programmes d'assistance en cours

Lors de la conférence de Bruxelles en janvier 2014, les bailleurs de fonds avaient annoncé des engagements de 572 millions de dollars américains (USD) pour soutenir la transition politique en République Centrafricaine³. De ce montant, USD 203 millions devaient être consacrés à l'aide humanitaire, USD 192 millions à l'aide au développement, et USD 177 millions à l'appui budgétaire.

L'essentiel des efforts, tant du gouvernement que de ses partenaires au développement, est axé sur les appuis budgétaires, les urgences et la sécurité. Exemples:

- Le FMI ayant interrompu fin 2012 l'accord triennal au titre de facilité élargie de crédit d'un montant de 41,78 millions de DTS dont la mise en œuvre avait à peine commencé, les nouvelles autorités de Transition ont obtenu en juin 2014 au titre de la Facilité de Crédit Rapide, un décaissement de 8,355 DTS avec possibilité de 5,570 millions de DTS additionnels. En contrepartie, le gouvernement de transition s'engage sa feuille de route qui consiste à rétablir la sécurité, améliorer l'assistance humanitaire, assurer le retour de la démocratie. Ceci commence par l'assainissement des finances publiques, la rationalisation de la fiscalité des secteurs minier et forestier pour accroître les recettes budgétaires, la transparence et la priorisation des dépenses publiques.
- Le PNUD, avec la participation d'autres partenaires, a aidé le Gouvernement à élaborer le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) 2011-2015, dont l'ambition est une croissance forte et pro-pauvres axée sur la consolidation de la paix, de la gouvernance et de l'État de droit, la relance économique et l'intégration sous-régionale, le développement du capital humain et l'accès aux services sociaux de base. Le financement escompté de USD 10 milliards devait assurer une croissance annuelle moyenne de 7 pour cent sur la durée du programme qui, à peine commencé, a été interrompu par l'intensification de la crise à partir de 2012. Présentement, le PNUD concentre ses actions sur l'appui budgétaire en finançant par exemple le paiement des fonctionnaires (jusqu'au mois d'août 2014), et se propose de renforcer le Service des statistiques agricoles et de contribuer à la réalisation d'un recensement agricole comme base pour la planification, la préparation et la mise en œuvre des programmes et projets dans ce domaine.
- La Banque mondiale: Tout en se positionnant pour contribuer au paiement des salaires des fonctionnaires et renforcer la sécurité à hauteur de USD 30 millions, la Banque mondiale intervient dans les urgences et la relance économique, dans le cadre par exemple du 'Projet d'urgence en réponse à la crise alimentaire et la relance de l'agriculture', avec un financement de USD 20 millions dont USD 8 millions seraient confiés à la FAO pour la relance du secteur agricole et 12 millions au PAM pour l'assistance alimentaire avec notamment une composante nutrition pour femmes allaitantes et enfants en bas âge des couches déshéritées. Le volet exécuté par la FAO concerne, dans un premier temps, la production et la distribution des semences, la fourniture du petit équipement agricole à quelque 9,000 familles pour la campagne 2014. Par la suite, le programme s'attachera à encadrer près de 370 associations d'agricultrices dans le domaine du maraîchage avec pour objet le renforcement de leur résilience et leur autonomie, par le biais notamment du transfert technologique et du développement de la microfinance. Enfin, la Banque mondiale met un accent particulier sur le renforcement de la gouvernance, la restauration de l'État de droit et de la confiance entre les communautés. À cet effet, elle a commandé une étude qui devrait livrer ses recommandations sous peu.
- La Banque africaine de développement: La crise a également contraint la Banque africaine de développement à sursoir à l'essentiel de son programme de d'investissement (notamment en matière d'approvisionnement en eau des grands centres urbains, et de transport fluvial) pour parer aux urgences et appuyer la reconstruction dans le cadre de sa nouvelle stratégie d'assistance intérimaire dotée d'un budget de 30 millions d'Unités de Compte (UC) réparti entre l'agriculture, l'éducation et les affaires sociales. La première phase du programme qui couvre la période 2014-2016, concerne la reconstruction des moyens de subsistance au profit des démobilisés et leur réinsertion dans leur communauté; elle vise également à renforcer la gouvernance, à rétablir la sécurité et améliorer le climat des affaires.
- L'Union européenne s'est engagée à mobiliser 300 millions d'euros pour faire face à la crise centrafricaine selon une approche globale axée sur la sécurité, l'aide humanitaire, la stabilisation, la reconstruction et le développement⁴. C'est dans ce cadre qu'elle a lancé en juillet 2014, un fonds d'affectation spéciale multi donateurs d'une dotation initiale de 64 millions d'euros comprenant les contributions de la Commission européenne, de la France, de l'Allemagne, des Pays-Bas, et destiné au rétablissement de l'appareil administratif et à la stabilisation du pays, à la relance économique avec la

³ FMI, Rapport No. 14/164, juin 2014.

⁴ Site Web Union européenne, Fiche d'information No. 140722/01 République Centrafricaine, juillet 2014.

fourniture des services essentiels tels que l'électricité, les transports, la santé, la sécurité alimentaire et l'éducation.

- Les pays de la sous-région, regroupés dans le cadre de la CEMAC/CEEAC ont octroyé aux nouvelles autorités centrafricaines en 2014 plus de XAF 35 milliards, essentiellement des dons, pour le paiement des salaires et pensions, entre autres.
- Parmi les engagements bilatéraux figure un don humanitaire de USD 40 millions de l'Agence de développement international des États-Unis, géré pour l'essentiel par des organismes spécialisés tel que le PAM. L'Agence française de développement (AFD) a, pour sa part, accordé aux autorités de transition une aide budgétaire de 6 millions d'euros en avril 2014. L'AFD se propose également d'instruire courant 2014 divers projets d'un montant d'environ 25 millions d'euros concernant les domaines de la nutrition et la sécurité alimentaire des plus démunis, la réhabilitation des infrastructures avec de techniques à haute intensité de main d'œuvre.

Il y a lieu de rappeler ici les efforts déployés par la communauté internationale pour la restauration de la sécurité et de la paix en République Centrafricaine, sans lesquelles les opérations humanitaires et les interventions de relance économique ne seraient possibles. Il s'agit notamment de la MISCA (Mission internationale de soutien à la République Centrafricaine, sous conduite de l'Union Africaine), de l'Opération Sangaris (France), de EUFOR RCA, et depuis le 15 septembre 2014, la MINUSCA (Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation en République Centrafricaine) forte initialement de 7,600 hommes et devant compter plus tard environ 12,000 soldats sous drapeau de l'ONU.

Relance de l'économie comme dividende et facteur de la paix

Les partenaires au développement de la République Centrafricaine, à l'instar du FMI, de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement, de l'Union européenne s'accordent sur la nécessité d'une approche globale pour faire face aux maux qui accablent le pays présentement. Il s'agit d'une stratégie qui allie les opérations humanitaires d'urgence et de rétablissement de la sécurité, et les interventions de stabilisation, de reconstruction et de relance économique pour un développement inclusif et durable. Pour une reprise économique rapide, un soutien judicieux au secteur agricole, qui occupe 70 pour cent de la population active, est tout indiqué. En effet, de nombreuses études ont établi une forte corrélation entre l'augmentation des rendements agricole, la croissance économique et la réduction de pauvreté⁵. Dans cette optique, le Programme national d'investissement agricole, de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNIASAN) adopté par le Gouvernement et les bailleurs de fonds en 2013 serait d'actualité, avec au besoin des aménagements pour tenir compte du contexte actuel et des perspectives à venir. Ce programme, préparé avec l'appui de la FAO, vise la réduction de la pauvreté extrême et de l'insécurité alimentaire de moitié d'ici à 2018, sur un financement estimé à USD 714,8 milliards. Il accorde la priorité aux filières porteuses de croissance telles que les spéculations vivrières, les principales cultures de rente, l'élevage, les ressources halieutiques et les produits sylvicoles. Une attention particulière est portée au développement de l'agriculture familiale, mais aussi de l'agro-industrie et du secteur privé, ainsi qu'aux thèmes transversaux de genre et de capacitation des ressources humaines. Ainsi, la mise en œuvre du PNIASAN constituerait la base d'une croissance économique rapide, inclusive et durable, facteur essentiel à la restauration de la paix et à la réconciliation nationale.

Il y a bien sûr la feuille de route du Gouvernement de Transition dont le quatrième pilier concerne la relance économique, le programme intérimaire du Ministère du plan 'Retour de chantiers' faisant référence aux projets des différents partenaires au développement, le programme du Cluster Sécurité Alimentaire (comprenant des interventions d'organismes multiples, y compris la FAO et le PAM) axé sur l'appui d'urgence à la production alimentaire et maraichère, le renforcement de la résilience des associations des producteurs et des femmes rurales et, par-là, la cohésion sociale. Pour garantir leur efficacité, éviter les doublons ou la dispersion des ressources, toutes ces initiatives devraient être canalisées dans des programmes précis, avec des visions, des objectifs et des résultats logiquement articulés, tels que le DSRP 2011-2015 et le PNIASAN 2013-2018, revus et amendés si nécessaire comme indiqué plus haut.

⁵Voir par exemple Thirtle et al. 2002. 'The Impact of Changes in Agricultural Productivity on the Incidence of Poverty in Developing Countries'. Report to DFID No. 7946; World Bank Development Report 2008: Agriculture for Development.

CARACTERISTIQUES DE L'AGRICULTURE EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Caractéristiques agro-écologiques

Le territoire de la République centrafricaine est divisé en quatre zones agro-écologiques ainsi réparties:

- La zone forestière dite zone forêt-café couvre les parties sud-ouest et sud-est du pays avec une pluviométrie dépassant les 1 600 mm par an. La saison pluvieuse dure 9 mois suivie de 2 mois d'intersaison et 1 mois de saison sèche. C'est la zone de production de maïs, des cultures pérennes (café, cacao, palmier à huile, poivre), des plantes à racines et tubercules (manioc, taro, igname), des bananes et plantains, et des fruits (ananas, avocat, etc.).
- La zone savane, dite zone vivrier-élevage s'étend sur la partie centre-ouest du pays. La pluviométrie est comprise entre 1 400 et 1 600 mm par an. La saison pluvieuse dure 7 mois suivie de 2 mois d'intersaison et 3 mois de saison sèche. Les principales productions sont constituées de racines et tubercules (manioc, igname, taro, patate douce), de produits maraîchers et de l'élevage du gros bétail.
- La zone savane, dite zone coton-vivrier-élevage s'étend d'ouest en est au nord de la zone vivrier-élevage et de la zone café. C'est une zone de savane caractérisée par 6 mois de saison pluvieuse suivie de 3 mois d'intersaison et 3 mois de saison sèche. Les principales productions sont le coton, de céréales (sorgho, mil, maïs, paddy), de légumineuses à graines et protéagineux (arachide, niébé, sésame, courges). L'élevage y est également pratiqué grâce à l'étendue et à la richesse des pâturages.
- La zone savane, dite zone cynégétique et touristique couvre la partie nord-est du pays. C'est une zone de savane caractérisée par 4 à 5 mois de saison pluvieuse suivie de 2 mois d'intersaison et 5 à 6 mois de saison sèche. On pratique dans cette zone, les cultures de céréales (mil, sorgho), de dattes et de la gomme arabique. Elle recèle également d'importantes ressources fauniques et minières.

Les grandes zones agro-écologiques de la RCA sont présentées dans le graphique ci-dessous.

Graphique 8: République Centrafricaine - Principales zones agro écologiques



Source: Annuaire du Ministère du développement rural (MDR).

Sur le plan climatique, on distingue trois types de climat:

- Un climat de type équatorial au sud caractérisé par des précipitations annuelles réparties sur la quasi-totalité de l'année. L'humidité est forte toute l'année et les températures subissent une faible variation diurne et annuelle.
- Un climat de type intertropical sur la quasi-totalité du territoire centrafricain dominé par une saison des pluies et une saison sèche. L'amplitude des variations thermiques est assez forte en saison sèche et plus faible en saison pluvieuse.
- Un climat de type Sub-sahélien au nord, avec une saison sèche aussi longue que la saison des pluies; l'amplitude thermique étant très forte en saison sèche.
- La saison des pluies s'étend d'avril à novembre pour Bangui et d'avril à octobre pour le reste du pays sauf à Birao où elle couvre la période de mai à octobre. Elle est suivie d'une saison sèche qui

commence généralement en octobre et se termine en mars. Dans les zones forestières et guinéennes, la saison culturale est divisée en deux cycles de culture dont le premier cycle va de mars à mai et le deuxième cycle s'étend de juillet à octobre. Le calendrier cultural est illustré dans le graphique ci-dessous.

Graphique 9: République Centrafricaine - Calendrier cultural

	Préparation du sol			Semis des cultures			Récolte des cultures					
zones	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Climat Sahélo-Soudanien (Nord du pays)												
Climat soudano-guinéen (Centre du pays)												
Guinéen-forestier (Sud-Ouest et Sud-Est)												

Source: IPC RCA avril-mai 2014.

PRODUCTION ALIMENTAIRE EN 2013

La crise politico-militaire déclenchée en décembre 2012, a considérablement affecté les activités agricoles en 2013 empêchant ainsi à beaucoup de ménages agricoles l'accès à leurs parcelles à cause du niveau élevé de l'insécurité. Seul un nombre limité des 625,000 déplacés (14 pour cent de la population) a pu cultiver de petites superficies. Les principaux facteurs souvent évoqués sont liés au manque de semences dont les réserves ont été pillées ou consommées et à la destruction des outils et intrants agricoles dont les stocks étaient déjà insuffisants même avant la crise.

Ainsi, malgré les bonnes conditions pluviométriques qui ont prévalu durant la saison culturale, la production agricole 2013, d'après les données du Ministère du développement rural, a baissé de 34 pour cent comparée à la précédente année et de 63 pour cent par rapport à la moyenne des cinq (5) dernières années avant la crise (2008-2012)⁶. Les troubles ont commencé dans le nord-est et se sont rapidement étendus à l'ouest et au sud durant les mois qui ont suivi. Dans la partie nord du pays, les producteurs locaux ont été surpris par les attaques des hommes armés et ont perdu presque tous leurs moyens de subsistance dont des champs brûlés et des greniers pillés ou détruits.

Plusieurs ménages déplacés étaient incapables de cultiver encore due à la recrudescence de l'insécurité dans les préfectures du nord en savane sèche. En conséquence, les plus importantes baisses ont été enregistrées dans les préfectures du nord (Ouham-Pende, Ouham, Bamingui, Bangoran, Vakaga) où les récoltes ont baissé de 45 à 48 pour cent par rapport à 2012 et le sorgho, principalement cultivé dans le nord, a enregistré une diminution de 50 pour cent au niveau national. En revanche, dans les préfectures du centre et du sud, où les conditions agro-écologiques de savane humide et de forêt prédominent, les ménages déplacés se sont réfugiés dans la brousse et ont pu défricher et cultiver de petites parcelles. Les plus faibles baisses de production ont été enregistrées dans les préfectures du sud (Mambere Kadei, Lobaye, Ombella Mpoko) où les récoltes ont accusé un recul de 11 à 21 pour cent et le maïs, principalement cultivé dans le sud, a connu une baisse de 20 pour cent au niveau national. Dans les préfectures de Nana Mambere, Mambere Kadei et Lobaye, la production de maïs en 2013 est similaire à celle de la précédente année alors qu'à Ombella Mpoko, elle a augmenté de 4 pour cent.

PRODUCTION ALIMENTAIRE EN 2014

Principaux facteurs ayant affecté la production agricole 2014

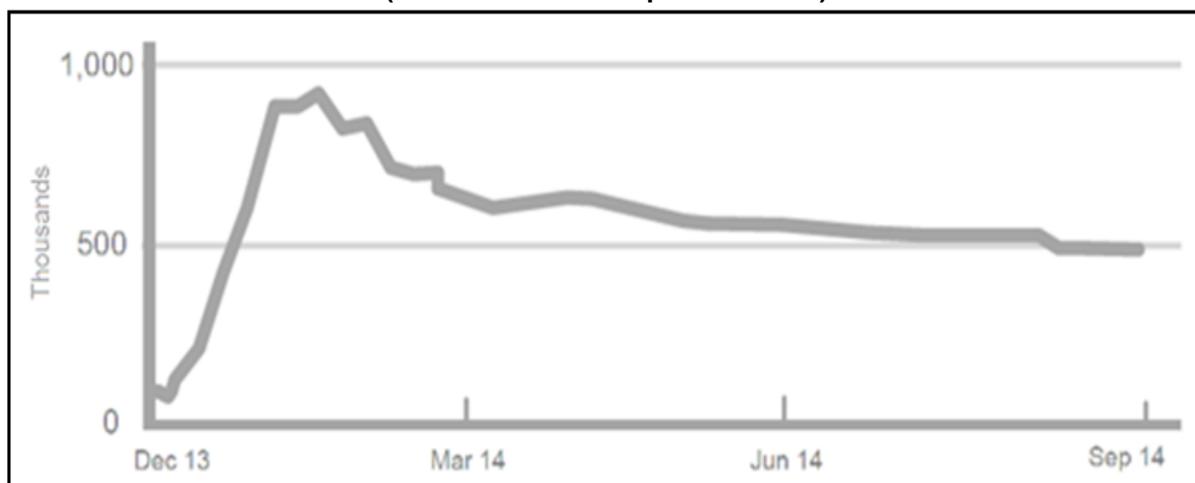
1. La crise politico-militaire et ses conséquences sur les activités agricoles

La crise politico-militaire a engendré des destructions massives d'outils et de matériels agricoles empêchant ainsi la grande majorité des producteurs de cultiver leurs parcelles. Les déplacements de populations qui ont

⁶ Après les données de l'Institut Centrafricain des Statistiques, des Etudes Economiques et Sociales (ICASEES), la contribution du secteur agricole au PIB a plongé à -46 pour cent en 2013.

suivi la recrudescence des violences intercommunautaires depuis décembre 2013⁷ ont éloigné beaucoup de producteurs de leurs villages pendant toute la phase de préparation et de démarrage de la campagne agricole 2014⁸.

Graphique 10: République Centrafricaine - Evolution des la population déplacée (décembre 2013 à septembre 2014)



Source: OCHA.

Ceux qui sont restés n'ont pas pu emblaver la totalité de leurs parcelles. Seule une partie des parcelles proches du village a été tardivement mise en culture à cause de l'insécurité et le manque de semences et de matériels agricoles. Les réserves personnelles de semences des producteurs ont été pillées et brûlées par les groupes armés. Presque toutes les communautés ont déclaré ne pas disposer de semences pour les prochaines cultures lors de l'enquête effectuée par OCHA et le PAM en janvier 2014⁹. Les semences disponibles ont pour la plupart été utilisées pour la consommation des ménages. Aussi, les Enquêtes¹⁰ auprès des fournisseurs et producteurs de semences ont évalué la disponibilité des semences vivrières dans le pays à 3,170 tonnes en février 2014. Les producteurs rencontrés par la mission ont tous estimé que sans assistance leur sécurité alimentaire allait être compromise et les conséquences seraient dramatiques pour les populations.

Face à cette situation, la FAO s'est très tôt mobilisée et à identifier 150,000 ménages agricoles en besoin urgent d'assistance en semences et matériel agricole, en deux cycles de distribution, un pour la saison principale et un pour la deuxième saison. A la date du 15 septembre, et compte tenu des fonds limités reçus par la FAO 111,750 ménages agricoles affectés par la crise ont reçu chacun 25 kg de semences¹¹ et deux houes pour leur permettre de cultiver leurs parcelles dès le premier cycle de production qui commence en mars/avril. Les semences composées de mil, sorgho, maïs, sésame, riz, arachide, haricot et niébé ont été distribuées en fonction des zones agro écologiques du pays. Les distributions ont été réalisées avec l'appui de 19 ONG partenaires¹² actives dans les différentes préfectures du pays. A côté de la FAO, 13 ONG¹³ ont distribué 826 tonnes de semences dont 214 tonnes environ à 10,076 ménages ciblés. Ces ménages ont reçu la ration de protection du PAM qui a été distribuée en même temps que les semences et à travers les mêmes partenaires. Cette ration, comme son nom l'indique, avait pour objectif d'éviter que les ménages ne consomment les semences et vendent les outils distribués. Cette intervention a été planifiée et mise en œuvre conjointement avec la FAO.

⁷ Au pic du conflit en janvier 2014, environ 825,000 personnes ont été déplacées à l'intérieur selon OCHA.

⁸ Par ailleurs, l'exode et le recrutement des bras valides par les différents groupes armés ont négativement affecté la disponibilité de la main d'œuvre agricole.

⁹ MIRA Central African Republic, January 2014 - OCHA/WFP.

¹⁰ Evaluation rapide sur la disponibilité, l'accessibilité et la qualité des semences disponibles en RCA, février 2014 Catholic Relief Services et Action contre la faim.

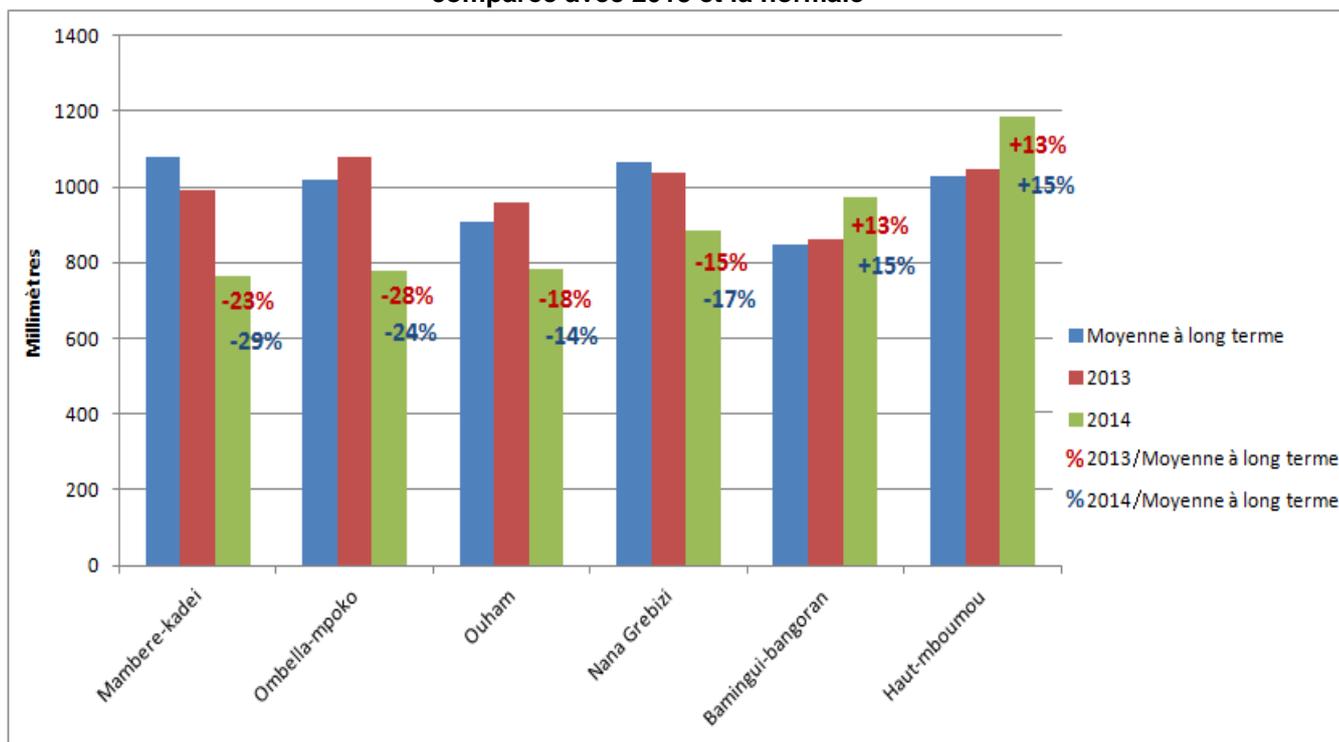
¹¹ 80 pour cent de ces semences destinées au premier cycle de production ont été achetées au Cameroun tandis que pour le second cycle de production, plus de 80 pour cent des semences ont été achetées localement.

¹² Liste en annexe.

¹³ ACTED, NCR, CICR, PU, Triangle, Mercy Corps, DRC, CORDAID, CRS, CARITAS, Solidarité, Vitalité Plus, Jupedec.

Bossebele et Bossangoa, l'insuffisance des pluies après les semis a retardé la croissance des plantes. Le graphique ci-dessous montre la situation de la pluviométrie de 2014 dans différentes parties du pays s'étalant d'est en ouest. Des déficits pluviométriques importants ont été observés dans l'est, modérés dans le centre; en revanche la partie ouest du pays a reçu des pluies abondantes.

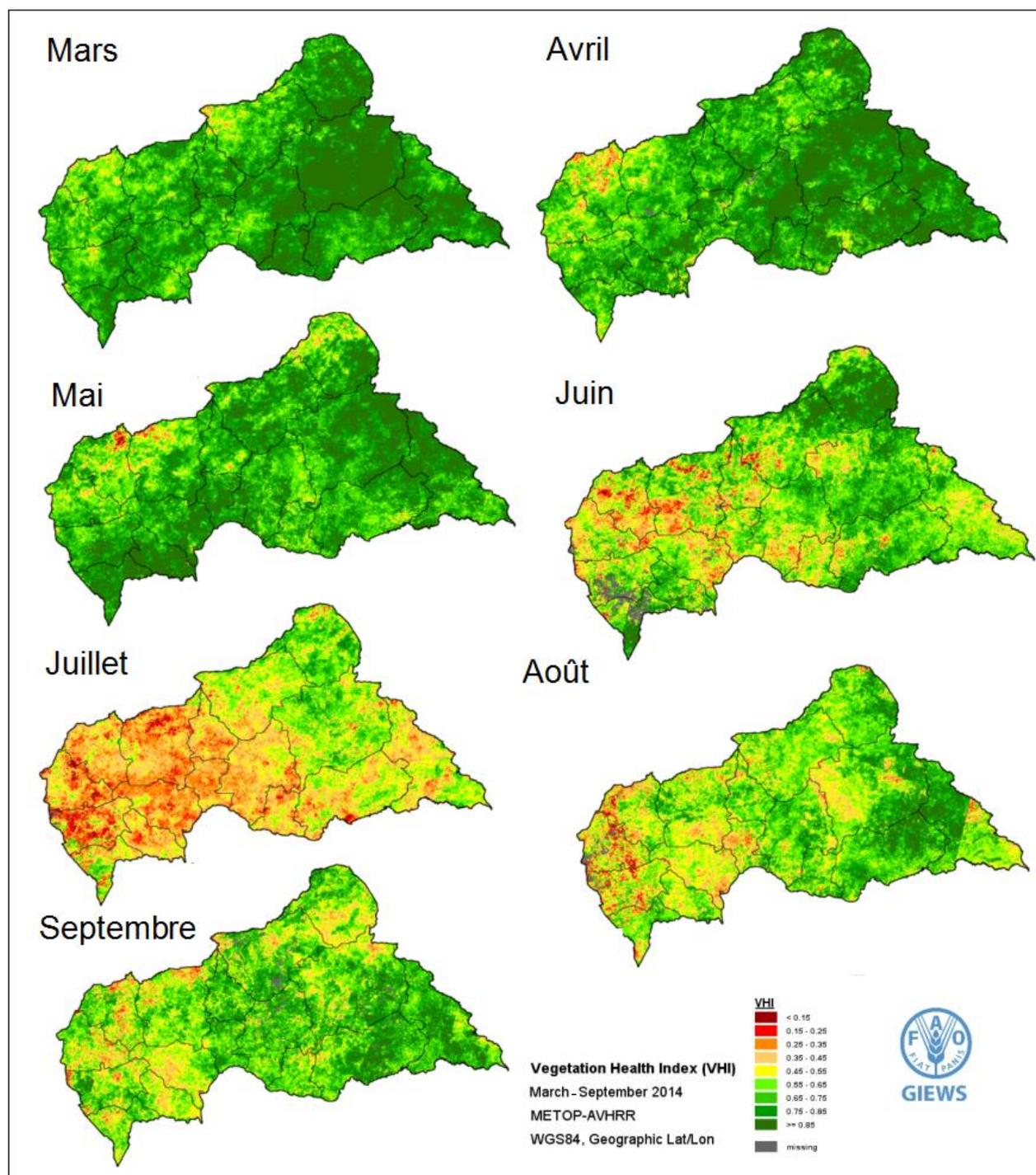
Graphique 12: République Centrafricaine - Pluviométrie mars-août 2014 comparée avec 2013 et la normale



Source: FAO/SMIAR/ASI 2014.

En dépit de cette situation inhabituelle, les quantités totales de pluies enregistrées dans ces zones sont suffisantes pour couvrir les besoins des plantes. Comme le montre le graphique 13, les pluies abondantes en août et septembre ont permis de compenser presque totalement le déficit pluviométrique causé de la faiblesse des pluies en juin et de la sécheresse en juillet. Par conséquent en septembre les conditions de la végétation sont généralement bonnes, sauf dans certaines parties à l'ouest où l'index de santé de la végétation indique un stress modéré des cultures.

Graphique 13: République Centrafricaine - Index de santé de la végétation mars-septembre 2014



Source: FAO/SMIAR/ASIS <http://www.fao.org/giews/earthobservation/country/index.jsp?lang=en&code=CAF>

3. Une augmentation de la pression parasitaire sur les cultures

La rupture des pluies survenue durant le mois de juin à juillet a favorisé la prolifération des sautereaux et des chenilles sur les cultures. Une forte présence de ces parasites a été signalée dans tous les villages situés sur l'axe Kabo-Batangafo-Ouandago-Sido. Ailleurs, ce sont surtout les attaques des primates (singes) et des oiseaux qui affectent les cultures céréalières (maïs, riz, sorgho et mil). La persistance de la mosaïque du manioc dans les principales zones de culture limite considérablement les niveaux de récolte du manioc. Des variétés résistantes ont été introduites au cours de ces dernières années avec l'appui de la FAO. Cette année, on a observé une recrudescence de la cochenille farineuse contre laquelle des moyens importants sont nécessaires pour mener une lutte biologique.

Le manque de protection des cultures constaté depuis plusieurs années s'est traduit par un accroissement de la pression parasitaire à des niveaux de plus en plus élevés. Les récents troubles ont mis à nu l'insuffisance des moyens matériels et humains dont dispose la Direction de la protection des végétaux pour accomplir sa mission de protection des végétaux, de contrôle des importations et de l'utilisation des pesticides. Sur le terrain, ses activités se limitent uniquement au contrôle sanitaire au niveau des points d'entrée dans le territoire centrafricain. Cette situation a encouragé la prolifération des pesticides importés des pays limitrophes et vendus sur les marchés à des prix exorbitants. En moyenne, le litre de pesticide se vend à Bangui à XAF 22,000. Le coût élevé des pesticides a favorisé le développement d'un marché frauduleux de pesticides à bas prix. L'utilisation de ces produits souvent périmés constitue actuellement un sérieux problème de santé publique à cause des nombreux cas d'intoxications graves qu'ils font subir à la population. Il s'y ajoute que la majorité des utilisateurs des pesticides n'a jamais reçu de formation sur les modalités d'emploi des pesticides et la préservation de l'environnement. Par conséquent, les traitements sont effectués sur les cultures sans tenir compte des prescriptions et des spécificités de chaque espèce. Cette utilisation abusive des pesticides favorise la présence des résidus dans les produits agricoles dont les risques sanitaires sont élevés pour les populations. Aujourd'hui, les textes législatifs et réglementaires en vigueur sont désuets. Un projet de nouvelle législation phytosanitaire a été soumis à l'approbation des autorités compétentes.

Estimation des productions vivrières

1. Superficies

Les cultures vivrières ont accusé une baisse significative au cours de cette campagne agricole bien que l'action de la FAO auprès de 111,750 ménages est permis d'atténuer cet impact négatif. Cette baisse résulte des conséquences de la crise politico-militaire notamment le retard dans les semis consécutif à l'insécurité et à l'insuffisance des pluies, le manque de semences et de matériel agricole. Dans la zone des savanes où la culture attelée est pratiquée, l'absence des bœufs de trait a également limité les superficies cultivées cette année. Ce sont les cultures céréalières et légumineuses qui ont accusé les plus fortes baisses dû au fait que leurs semences ont été les plus exposées aux pillages et incendies. Les champs de manioc ont subi moins de dégâts et ont permis aux producteurs de disposer des boutures. Comme le montre le tableau ci-dessous, la superficie des cultures vivrières de cette année a baissé de 61 pour cent par rapport à la moyenne des cinq dernières années avant la crise et de 23 pour cent par rapport à celle de l'année passée. En particulier, la superficie des céréales en 2014 a baissé de 68 pour cent par rapport à la moyenne des cinq dernières années avant la crise et de 56 pour cent par rapport à celle de 2013. Comparativement aux autres cultures, seule la superficie du manioc a enregistré une augmentation de 47 pour cent par rapport à celle de l'année passée mais elle est en baisse de 51 pour cent par rapport à la moyenne des cinq dernières années avant la crise. En effet, en période d'insécurité, de déplacement et d'accès limité aux champs, la culture de manioc – aliment de base appréciée¹⁴ - est préférée car elle requiert peu de soins et de présence. Les appuis de la FAO et des partenaires en 2013¹⁵ ont également favorisé l'augmentation des surfaces cultivées en manioc. Le tableau ci-dessous présente la situation des superficies cultivées en 2014, 2013 et la moyenne des 5 dernières années.

Tableau 2: République Centrafricaine - Superficies cultivées en 2014 comparées avec celles de 2013 et la moyenne des 5 dernières années avant la crise (hectares)

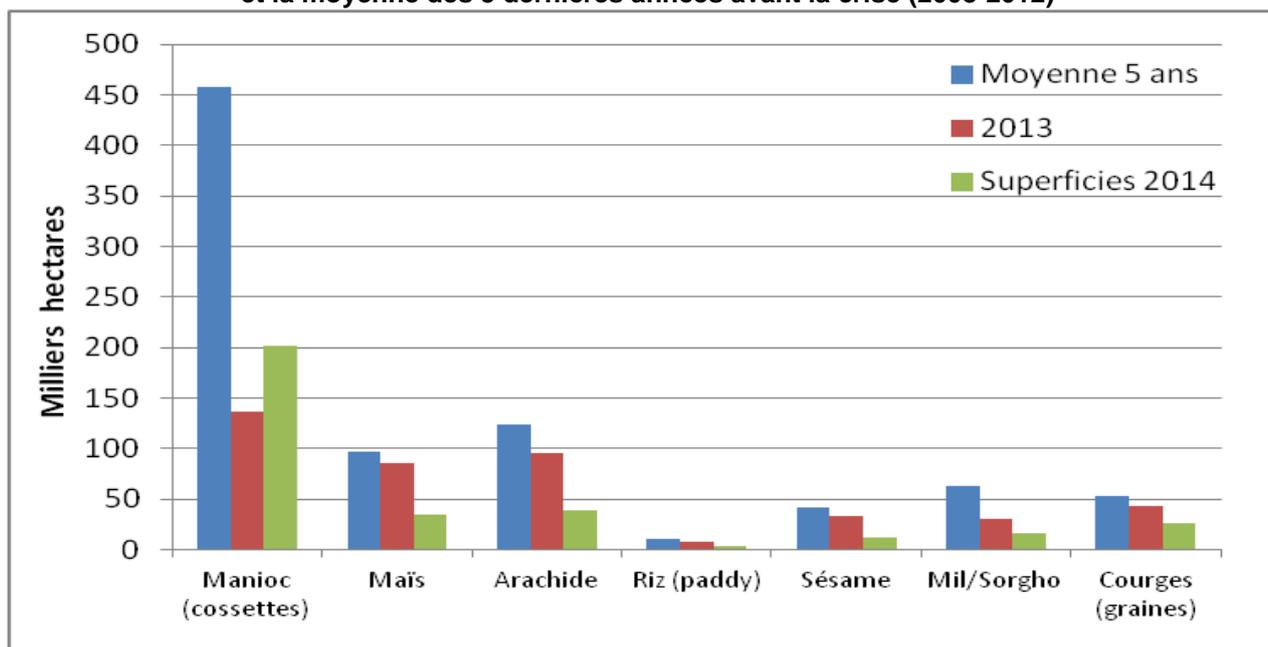
	2013	2008-2012 moyenne	Superficies 2014	2014 moyenne	2014/ 2013
Manioc (cossettes)	137,158	458,112	201,569	-56	47
Maïs	85,180	97,550	34,143	-65	-60
Arachide	95,852	123,638	38,328	-69	-60
Riz (paddy)	7,460	10,417	3,646	-65	-51
Sésame	33,314	41,891	12,148	-71	-64
Mil/Sorgho	31,011	62,923	16,989	-73	-45
Courges (graines)	43,601	53,565	26,783	-50	-39
TOTAL	433,576	848,096	333,606	-61	-23

Source: Annuaire du MDR et Enquête CFSAM 2014.

¹⁴ Le manioc est consommé par plus de 80 pour cent de la population.

¹⁵ La culture dure de 6 à plus de 12 mois.

Graphique 14: République Centrafricaine - Superficies cultures vivrières 2014 comparées avec 2013 et la moyenne des 5 dernières années avant la crise (2008-2012)



Source: Enquête CFSAM 2014.

2. Rendements

En général, les rendements des cultures vivrières sont faibles à cause des pratiques culturales extensives qui n'utilisent pas l'engrais et peu ou pas de fumure organique. La qualité des semences issues des récoltes antérieures est responsable pour une grande part de la faiblesse des rendements observés sur les cultures vivrières par rapport aux rendements potentiels. La rupture des pluies survenue dans certaines localités en juin et juillet a perturbé le développement normal des cultures et a particulièrement affecté la maturation du maïs du premier cycle. Par ailleurs, l'insécurité a empêché l'exécution correcte des travaux de sarclage. Ceci a favorisé le développement des mauvaises herbes dont les effets sont préjudiciables à une bonne croissance des cultures. Les cultures ont aussi subi des attaques des parasites qui ont occasionné des pertes de récoltes appréciables. Du reste, l'absence de traitement et le manque d'entretien des parcelles ont facilité la recrudescence de la cochenille farineuse.

3. Productions vivrières

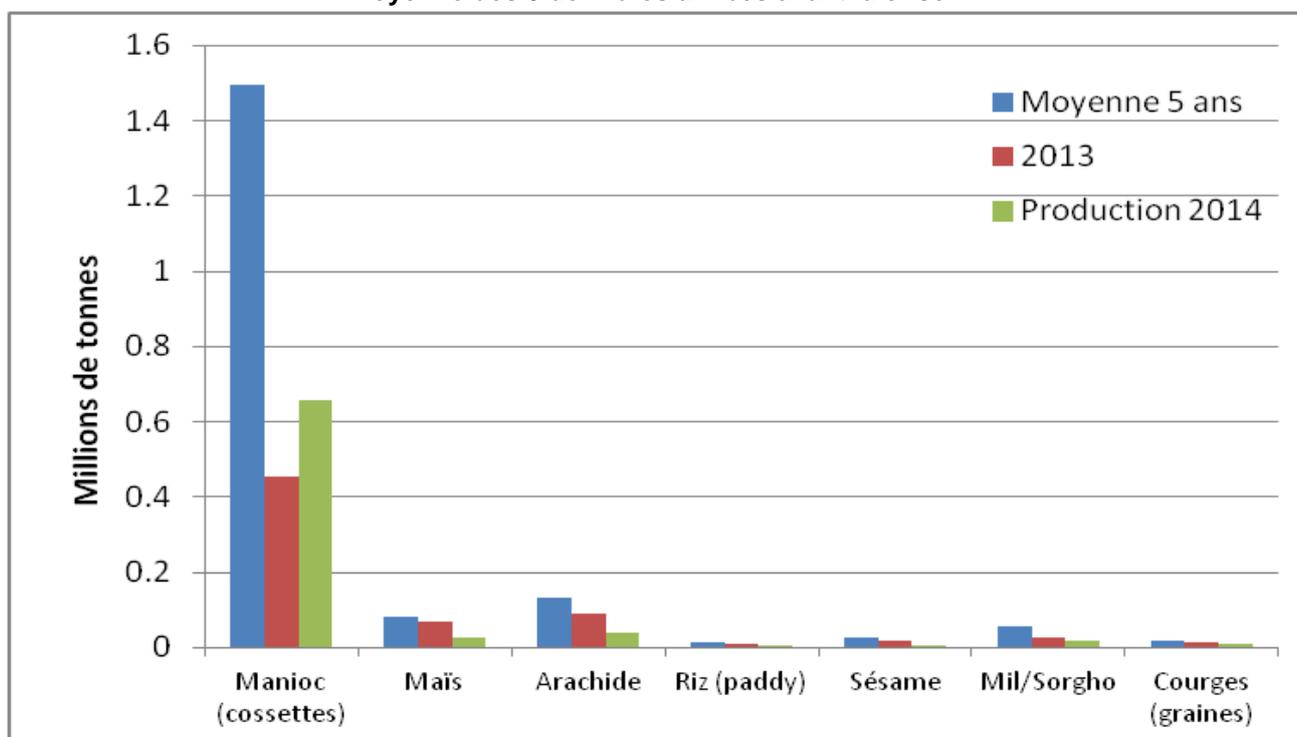
Les productions vivrières de cette année ont accusé une baisse de 58 pour cent par rapport à la production moyenne des cinq dernières années avant la crise. En revanche, elles dépassent celles de 2013 de 11 pour cent consécutif à l'augmentation de 45 pour cent de la production du manioc. Cette augmentation du manioc résulte des distributions de boutures faites en 2013 par les partenaires techniques. La production des céréales en 2014 a baissé de 69 pour cent par rapport à la moyenne des cinq dernières années avant la crise et de 54 pour cent par rapport à celle de 2013. Le tableau ci-dessous donne les estimations des productions vivrières en 2014.

Tableau 3: République Centrafricaine - Productions vivrières en 2014 comparées avec celles de 2013 et la moyenne des 5 dernières années avant la crise (tonnes)

	2013	2008-2012 moyenne	Production 2014	2014 moyenne	2014/2013
Manioc (cossettes)	455,494	1,496,145	658,304	-56	45
Maïs	67,514	82,827	25,676	-69	-62
Arachide	91,727	130,906	39,272	-70	-57
Riz (paddy)	10,147	14,920	5,222	-65	-49
Sésame	17,374	28,306	7,077	-75	-59
Mil/Sorgho	27,279	56,600	16,980	-70	-38
Courges (graines)	14,673	20,320	10,160	-50	-31
TOTAL	684,208	1,830,024	762,690	-58	11

Source: Annuaire du MDR et Enquête CFSAM 2014.

Graphique 15: République Centrafricaine - Productions vivrières 2014 comparées avec 2013 et la moyenne des 5 dernières années avant la crise



Source: Enquête CFSAM 2014.

Elevage

L'élevage occupe une place prépondérante dans l'économie nationale avec une participation à hauteur de 15 pour cent au PIB total et de 45 pour cent au PIB agricole. Le mode d'élevage bovin dominant est le système pastoral transhumant pratiqué par les Peulhs. C'est la filière animale qui a payé le plus lourd tribut de la crise politico-militaire qui a commencé en 2012. Les pertes d'animaux de toutes espèces et les destructions d'infrastructures d'élevage ont été considérables à travers tout le pays. L'enquête indique 98 pour cent des agro-pasteurs et éleveurs ont déclaré avoir subi des pertes inhabituelles d'animaux dont 71 pour cent sont dues aux hommes armés. La baisse du cheptel bovin est estimée à 67 pour cent et 77 pour cent pour le petit élevage et la volaille par rapport à la situation de l'année passée.

Suite à l'arrêt des activités des services vétérinaires et des campagnes de vaccination, la situation zoonitaire du cheptel s'est considérablement dégradée. La mortalité des bovins a augmenté et atteint cette année 8 pour cent du cheptel comparativement à l'année passée. L'insuffisance du bétail constaté depuis la crise (moins de 100 abattages/jour) a renchéri le prix de la viande sur le marché jusqu'à XAF 3,000/kg. L'abattoir frigorifique de Bangui d'une capacité de 300 à 500 bœufs par jour, ne répond plus aux normes

d'hygiène et de salubrité. Aussi, sa localisation par rapport à la ville de Bangui pose un sérieux problème d'accessibilité pour les troupeaux. Pour sauver le cheptel transhumant, les éleveurs ont été obligés de déplacer l'essentiel de leurs troupeaux dans les pays limitrophes au Cameroun et au Tchad.

La recherche d'une solution durable à la transhumance a amené les autorités de la RCA et ses partenaires techniques et financiers (notamment FAO, OCHA, IOM, AFD, DRC, CRS, FNEC) à envisager des actions incluant notamment la concertation avec les éleveurs¹⁶ en vue de faciliter la transhumance. Les couloirs de transhumance et les pistes de convoiage étant actuellement occupés par les hommes armés, les transhumants sont contraints de sortir de leurs passages habituels souvent au détriment des champs des agriculteurs. La destruction des cultures sur pied lors du passage du troupeau des éleveurs alimente constamment les conflits entre les agriculteurs et les éleveurs. Cette année, le pays dispose de pâturages abondants et de bonne qualité qui permettent de couvrir les besoins du cheptel fortement diminué par la crise.

Par ailleurs, l'évolution récente a montré que la RCA est devenu un pays exportateur de bétail. Les exportations de bétail par bateau ou sur pied vers la République du Congo, le Cameroun et le Nigéria ont atteint quelques 50,000 bovins avant la crise. Dans la feuille de route révisée en mars 2014 du Gouvernement de la transition, les autorités se sont engagées à soutenir la relance du secteur productif jusqu'en 2015 à travers la promotion des secteurs à fort potentiel de croissance et d'emploi (agriculture, mines, forêts) en attendant la mise en œuvre du Programme national d'investissement agricole, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNIASAN), qui ambitionne de porter la production de viande à 163,000 tonnes, des œufs à 48,000 tonnes et du lait à 290,000 tonnes au cours des 5 prochaines années.

Pêche

Le sous-secteur des pêches a subi des dégâts importants lors des troubles politico-militaires de 2014. Au niveau central, les équipements informatiques, les véhicules, les archives et les bases de données du Ministère des Eaux et Forêt ont été pillées à grande échelle. Ceci a fortement paralysé le fonctionnement normal des services des pêches au cours des derniers mois. Ainsi, l'essentiel des activités de l'administration des pêches se limite à Bangui et ses alentours immédiats. Les services décentralisés de la pêche n'ont plus de moyens pour assurer leurs missions sur le terrain.

Selon les déclarations du Secrétaire de la Fédération nationale des pêcheurs et aquaculteurs en République Centrafricaine (FNPAC), les pêcheurs ont perdu une grande quantité d'engins de pêche, de filets et de pirogues. Les activités agricoles entreprises par les déplacés le long des berges du fleuve Oubangui ont causé la destruction de nombreuses frayères. Des habitations de pêcheurs ont également été pillées et brûlées obligeant certains pêcheurs à abandonner leurs activités pour chercher refuge dans les camps de déplacés. L'aquaculture n'a pas été épargnée par les destructions. Les digues des étangs ont été cassées et des grenades jetées dans les étangs pour tuer les poissons.

Actuellement, les activités de pêche ont considérablement diminué avec comme conséquence une forte baisse de la production piscicole estimée à plus de 40 pour cent par rapport à la situation d'avant la crise. Au même moment, les importations¹⁷ de poissons ont presque triplé et le poisson est devenu trop cher¹⁸ pour la majorité de la population centrafricaine et particulièrement celle de Bangui. Cette hausse des prix du poisson est la conséquence directe de la persistance de l'insécurité dans les zones de pêche du nord-ouest (Kouango) qui ne parviennent plus à approvisionner le marché de Bangui.

Face à l'urgence de relancer les activités de pêche, une trentaine d'associations aquacoles ont bénéficié de crédits de la FAO et du Crédit populaire de République Centrafricaine au mois de mai dans le cadre du Projet d'appui à la mise en place d'un plan de développement durable de l'aquaculture en République Centrafricaine. Ces fonds sont destinés à l'élargissement des surfaces des étangs, à l'achat des alevins et des aliments de qualité en vue d'augmenter la production de poisson. Les autorités centrafricaines ont aussi

¹⁶ La rencontre présidée par Ministre Délégué en Charge de l'Elevage s'est tenue le 10 septembre 2014.

¹⁷ Provenant du Cameroun, Algérie, Maroc, Namibie et Afrique du Sud.

¹⁸ A Bangui, le kilogramme de poisson (chinchard) se vend actuellement entre XAF 1,500 et XAF 2,000 contre XAF 1,200 avant la crise.

élaboré un Projet¹⁹ d'appui aux communautés des pêcheurs pour la résilience à la crise alimentaire d'un montant de XAF 265 millions qui couvre la capitale Bangui et ses environs.

En dépit des importantes potentialités en matière de pêche dont dispose le pays, la production n'arrive pas à couvrir les besoins de la population. Les contraintes majeures qui limitent le développement de la pêche sont d'ordre financier (insuffisance des investissements), organisationnel (faible niveau d'organisation et d'encadrement des pêcheurs) et juridique (textes juridiques et réglementaires caduques). Pour relever durablement les défis de ce sous-secteur compte tenu de l'importance grandissante des produits de la pêche dans la sécurité alimentaire du pays, les autorités centrafricaines ont prévu dans le cadre du Programme national d'investissement agricole, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNIASAN) d'accroître la production de 13,600 tonnes à 40,000 tonnes de poissons et la consommation de 5,7 kg/hbt/an à 10 kg/hbt/an dans un délai de 5 années.

Chasse et cueillette

Deux types de chasse existent en RCA: la chasse sportive ou la Grande chasse et la chasse villageoise. Dans le nord-est du pays, il existe une vaste zone cynégétique et touristique où les Sociétés de Safari pratiquent la chasse sportive souvent attirés par la peau et le trophée des animaux. Sur les 12 sociétés de chasse en activité avant la crise, une seule est actuellement opérationnelle. Les 11 autres sociétés ont dû arrêter leurs activités après avoir subi les pillages et les destructions de leurs biens lors de la crise politico-militaire. La persistance de l'insécurité a également freiné les activités touristiques associées à la chasse dans cette partie du pays.

La chasse sportive et le tourisme contribuent pour 10 pour cent du PIB à travers les taxes et les redevances cynégétiques et touristiques que ces sociétés de chasse et de tourisme reversent à l'Etat. Leur fermeture se traduit par la perte de recettes pour l'Etat et le manque de d'appuis financiers pour le développement local à travers la construction d'écoles, de centres de santé et de réseaux d'adduction d'eau potable au profit des populations. Les conséquences sur la situation économique de la zone est perceptibles à travers le chômage de plusieurs chefs de familles qui servaient comme pisteurs-surveillants, éco-gardes, chauffeurs, cuisiniers, guides touristiques, employés dans les structures hôtelières, etc.

La chasse villageoise est pratiquée sur l'ensemble du territoire national. C'est une activité non réglementée qui procure à près de 85 pour cent de la population de la viande de brousse. Avec la crise, la cherté de la viande sur le marché a favorisé l'amplification de la chasse villageoise à travers le pays. Cette expansion de la chasse villageoise a été facilitée par la prolifération des armes de guerre, de chasse et des munitions du fait de la crise et par l'absence de contrôle des circuits de la chasse par les services décentralisés des Eaux et forêts. Le braconnage s'est ainsi propagé jusqu'au niveau des aires protégées. Les règles de la chasse ne sont plus respectées et les chasseurs n'hésitent plus à abattre des animaux répertoriés dans la liste rouge de l'Union internationale de la conservation de la nature (UICN).

La cueillette des produits forestiers non ligneux (PFNL) est aussi une activité lucrative non réglementée qui assure des revenus et des protéines indispensables à la sécurité alimentaire des populations. En période de crise, les produits de la cueillette constituent la première source de nourriture aux populations affectées. Plusieurs espèces de produits forestiers PFNL sont prélevées. Il s'agit notamment des chenilles, des champignons, du gnetum, des écorces et fruits, des ignames sauvages, des gibiers, du vin de palme, etc. Cependant, l'absence de contrôle des services décentralisés des Eaux et forêts constatée depuis le début de la crise a aggravé la déforestation avec comme conséquence une diminution continue des disponibilités en produits forestiers non ligneux dont les prix sont devenus de plus en plus chers sur le marché. Actuellement, le prix des chenilles est 4 à 5 fois plus cher qu'avant la crise.

MARCHÉS ET PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES

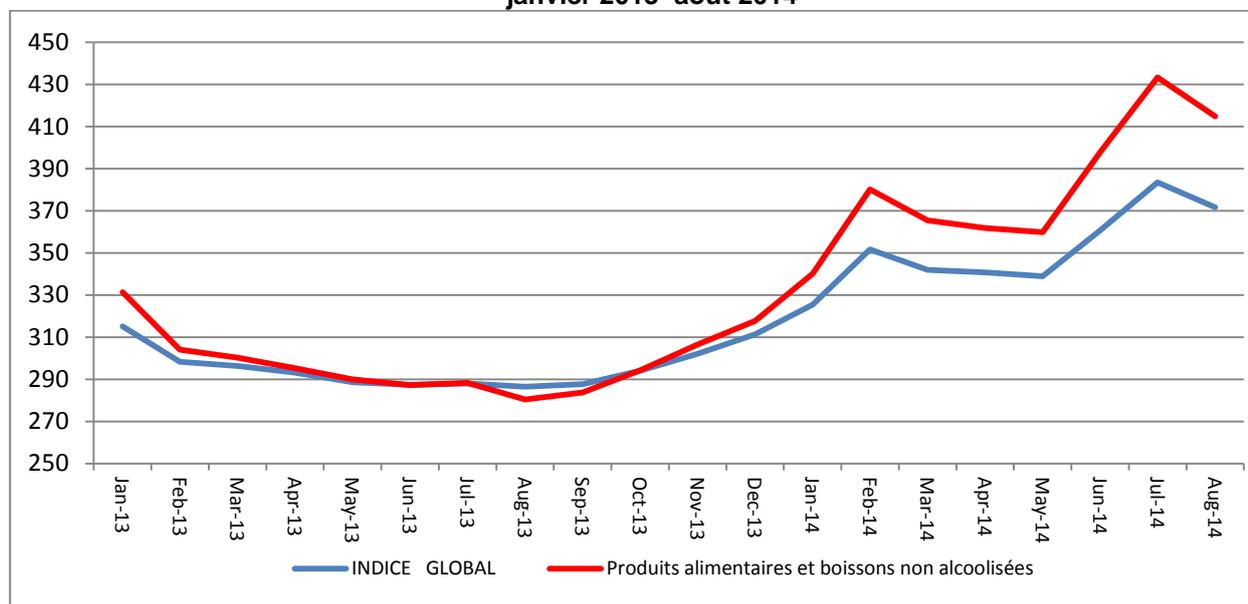
En 2013 le rythme d'inflation des produits alimentaire était similaire aux années précédentes, légèrement au-dessus de l'indice global. Compare à 2012, l'indice global et celui des produits alimentaires ont augmenté de deux pour cent. L'indice global a chuté au premier semestre 2013 avant de reprendre au second semestre, sous l'effet d'une augmentation de la composante alimentaire de l'indice²⁰. Or, en décembre 2013, l'indice global et l'indice des produits alimentaires étaient tous deux légèrement au-dessus de leurs niveaux de

¹⁹ Ce projet a été soumis à la FAO pour son financement en août 2014.

²⁰ Les produits alimentaires représentent plus de 60 pour cent de la valeur du panier utilisé pour le calcul de l'indice des prix à la consommation.

12 mois auparavant. Par après, les deux indices ont augmenté à un rythme plus soutenu, mais irrégulier. En août 2014, le taux d'augmentation de l'indice global et de sa composante alimentaire s'établissait respectivement à 30 pour cent et 48 pour cent en glissement annuel.

Graphique 16: République Centrafricaine - Indice des prix à la consommation, janvier 2013–août 2014



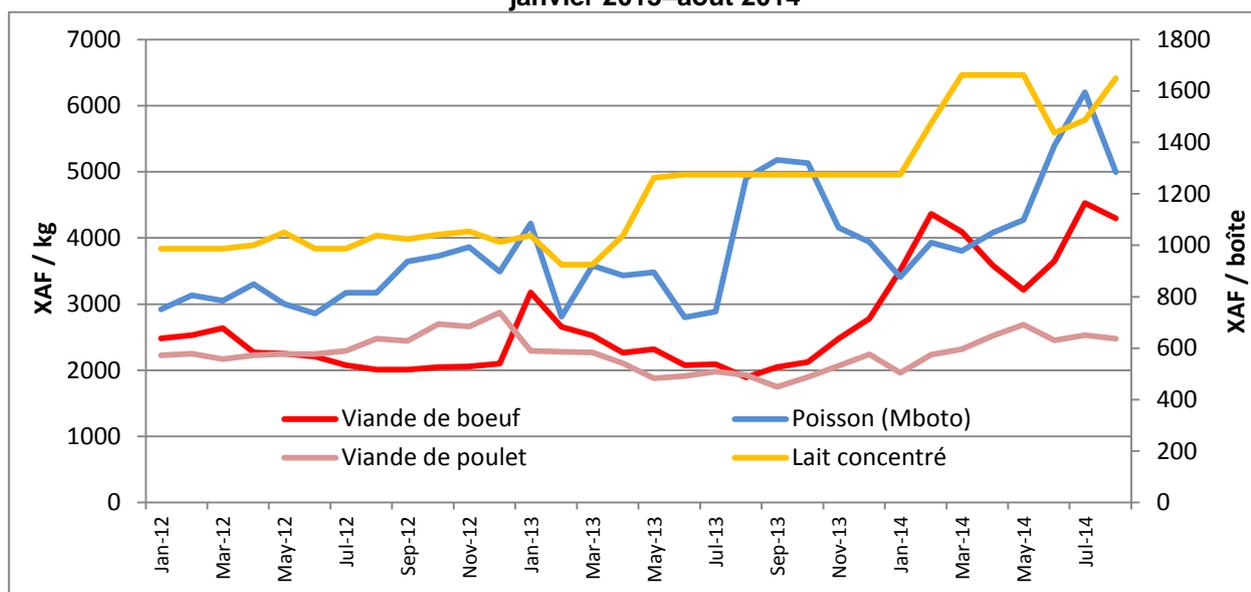
Source: Institut Centrafricain des Statistiques, des Etudes Economiques et Sociales (ICASEES).

Cependant, le niveau et les tendances de l'inflation sont la résultante de dynamiques spécifiques pour les différentes composantes de l'indice. La tendance à la baisse de janvier à août 2013, et l'augmentation de septembre 2013 à août 2014 dans la composante alimentaire semblent être largement influencées par le prix de la viande, qui représente quasiment 30 pour cent de la valeur du panier de la ménagère. Les prix de la viande bovine étaient, quant à eux, dictés par les dynamiques du secteur de l'élevage: de janvier à août 2013, le bradage lors des pillages ont provoqué une chute des prix de 40 pour cent puis, alors que les pillages continuaient à grande échelle, la viande est devenue rare et les prix ont augmenté partir de septembre 2013. En août 2014, le prix de la viande était le double de ce qu'il était 12 mois auparavant²¹. Les augmentations du prix du poulet ont été moins prononcées, mais étaient, en août 2014, 28 pour cent plus élevées qu'en août 2013. Le prix du poisson et du lait, autres importantes sources de protéine animale, ont aussi augmenté à cause des perturbations des circuits de commercialisation. En août 2014, le prix du lait avait augmenté de 29 pour cent par rapport à août 2013, et de 63 pour cent par rapport à décembre 2012, juste avant le déclenchement de la crise. Le prix du poisson, qui était instable depuis début 2013, était en août 2014 au même niveau qu'en août 2013 mais de 43 pour cent supérieur à décembre 2013²².

²¹ +127 pour cent.

²² Par rapport à décembre 2012, lorsque la crise sociopolitique a commencé, en août 2013, les taux de l'inflation générale et celui des produits alimentaires étaient 22 et 32 pour cent plus élevé, respectivement.

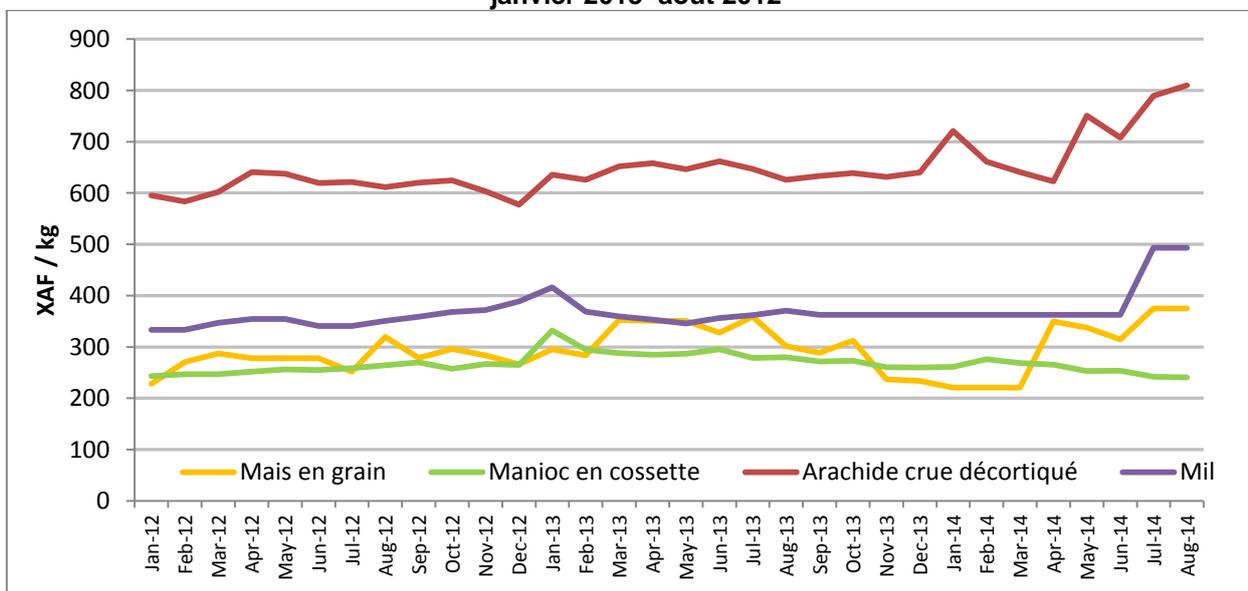
Graphique 17: République Centrafricaine - Prix des alimentaires sélectionnés janvier 2013–août 2014



Source: Institut Centrafricain des Statistiques, des Etudes Economiques et Sociales (ICASEES).

Le prix des produits agricoles de base a suivi une tendance différente, étant demeurés à des niveaux plutôt bas pendant la crise, avec une augmentation uniquement lors des derniers mois. Quant aux prix de denrées de base (voir graphique 18 ci-dessous), ils ont suivi des trajectoires différentes, demeurant relativement bas au plus fort de la crise, pour s'envoler ces derniers mois. En août 2014 par exemple, les prix du manioc, principale denrée de base, ont été de 14 pour cent moins élevés qu'à la même période en 2013, et de 9 pour cent plus bas que ceux de décembre 2012.

Graphique 18: République Centrafricaine - Prix des vivrières sélectionnés, janvier 2013–août 2012



Source: Institut Centrafricain des Statistiques, des Etudes Economiques et Sociales (ICASEES).

Les prix du maïs quant à eux, ont glissé de 17 pour cent entre décembre 2012 et mars 2014, pour s'envoler de 70 pour cent entre mars et août 2014, se situant à 24 pour cent supérieurs à leur niveau de l'année antérieure. Les prix du mil, produit du nord du pays, sont restés pendant la période de crise au-dessus des niveaux de 2012, augmentant de 36 pour cent en juillet 2014 par rapport à la même période l'année précédente, pour fléchir de 3 points de pourcentage en août. Les prix d'arachide, autre produit du nord mais pour partie importé du Tchad, ont évolué pratiquement en tandem avec ceux du mil, augmentant de 7 pour cent entre décembre 2012 et mars 2013, puis de 30 pour cent entre avril et août 2014 pour se situer à un niveau de 28 pour cent supérieur à celui de la même période l'année précédente.

Les bas prix de denrées alimentaires qui ont prévalu au plus fort de la crise (décembre 2012-mars/avril 2014), sont le fait d'une conjonction de facteurs dont certains ont contribué à réduire l'offre des produits et d'autres qui parallèlement ont diminué la demande.

Les facteurs affectant la demande et ayant prévalu pendant la crise se résument comme suit:

- Baisse du pouvoir d'achat à cause de la perte des moyens d'existence et la réduction de l'emploi et de la disponibilité d'argent liquide²³. Par conséquent, la demande s'est reportée sur les denrées de base locales (essentiellement manioc) et les produits de cueillette.
- Réduction de la population: à la mi-mars 2014, quelques 300,000 personnes avaient trouvé refuge dans les pays voisins, alors que 110,000 ressortissants de pays tiers, dont quelque 83,000 tchadiens résidant à Bangui, ont été évacués.
- Déplacements de population: à la fin mars 2014, quelques 625,000 personnes étaient déplacées en RCA, donc 200,000 à Bangui. Par conséquent, le nombre de ménages dépendant des marchés a baissé par rapport à la période avant la crise.
- Les personnes déplacées à Bangui dépendaient d'une assistance alimentaire par la communauté internationale, plutôt que des marchés²⁴.

Par conséquent, le marché pour les produits agricoles semble s'être installé dans un équilibre sub-optimal lors de la crise jusqu'au début 2014, dans lequel des quantités inférieures étaient échangées à des prix similaires ou plus bas qu'avant la crise. En raison des changements abrupts et exceptionnels dans l'offre et la demande, les prix formés ne reflétaient pas la rareté absolue et relative des produits alimentaires. En d'autres termes, la forte baisse de la production est intervenue en tandem avec une chute brutale de la demande, et les prix relativement bas témoignent à la fois d'une offre en baisse et de la moindre dépendance au marché des ménages.

Cet équilibre, cependant, semble extrêmement fragile, et les augmentations de prix observées au cours des derniers mois sont probablement dus à une augmentation de la demande, dans la mesure où davantage de liquidités ont été injectées dans le circuit économique²⁵, le retour chez eux d'un grand nombre de déplacés²⁶, dans un contexte d'une offre peu élastique et de deux mauvaises récoltes consécutives.

Tout comme les autres secteurs de l'économie, les marchés et les circuits de commercialisation des produits agricoles ont subi les affres des violences intercommunautaires qui ont embrasé la République Centrafricaine particulièrement de décembre 2012 à mars 2014, et dont le spectre plane encore parmi les populations traumatisées. Les opérateurs économiques rencontrés par la mission ont déclaré avoir tout perdu pendant la crise: magasins et étals mis à sac puis brûlés, véhicules et bétail confisqués, actes souvent accompagnés d'humiliation, de torture et d'assassinat des victimes ou de leurs proches. Ceci a conduit bon nombre de gros négociants, notamment de confession musulmane, à abandonner leur métier, ou très souvent à quitter le pays avec ce qui leur restait d'actifs - bétail, véhicules pour s'installer dans les pays voisins (Cameroun, Tchad, Soudan), ou alors à n'opérer que dans les zones sous contrôle de la mouvance politique qu'ils estiment favorable à leur sort. Il s'est ensuivi une déstructuration et une décapitalisation des circuits de commercialisation d'une grande ampleur. En effet, les enquêtes menées par la mission aux marchés de Bangui (Centre-ville, Combattant, Petevo, Fouh, Yassimandji, Saïdou, Lakouanga et PK5), entre le 1^{er} et le 9 septembre 2014 révèlent ce qui suit.

- Le nombre des transporteurs a diminué considérablement (de 10 à 2 pour la route de Bouka/Bossangoa, de 17 à 3 pour l'axe M'Baïki/Boda et d'au moins 200 à 57 pour l'axe Bangui-Yaoundé/Douala (Cameroun)²⁷, en raison du départ ou de la cessation d'activités des opérateurs économiques du

²³ Les fonctionnaires n'ont pas reçu de salaire pendant cinq mois, d'octobre 2013 à février 2014.

²⁴ Des facteurs additionnels relatifs à l'offre ont contribué à faire baisser les prix: le déstockage à bas prix par les commerçants musulmans quittant Bangui et le pays, et par les commerçants qui devaient rembourser des dettes et acheter des articles essentiels, après une période de soudure prolongée dans un environnement économique dégradé, la distribution d'assistance alimentaire aux personnes déplacées (maïs et huile), la revente de biens spoliés, et les importations illégales.

²⁵ Paiement des salaires ainsi que par un ou deux mois d'arriérés ont commencé en mars 2014.

²⁶ À la fin de septembre 2014, le nombre de personnes déplacées à Bangui, estimé à 62,580, était de 69 pour cent inférieur à celui de la fin de mars, quand il a été estimé à 200,000.

²⁷ Selon le président du syndicat des transporteurs à Bangui.

secteur. Ainsi, plusieurs grossistes, souvent des dizaines, doivent se regrouper pour louer un véhicule et ne peuvent acheter au niveau des producteurs que des quantités limitées. Ce qui cause des surplus relatifs dans les zones de production où, pour un temps, les prix des denrées de base (manioc, maïs) sont très bas par rapport à ceux constatés dans les centres de consommation comme Bangui (les rapports allant souvent du simple au triple), et bien inférieurs (de 50 pour cent en moyenne) à ceux qui prévalaient avant la crise. En revanche, les prix du poulet a plus que triplé, passant en moyenne de XAF 1,500 avant la crise à XAF 3,500 en septembre 2014 dans certains villages de la périphérie de Bangui.

- L'état de délabrement avancé des routes avec des ponts cassés ainsi que la vétusté des véhicules, obèrent les coûts de transport, qui comptent pour 60 pour cent au moins des prix de détail des denrées alimentaires de base aux marchés de Bangui. La fermeture en mai 2014 de la frontière RCA/Tchad, longue de 1,000 km isole davantage le pays et ses habitants, et porte un coup dur au commerce intracommunautaire tant prôné par la CEMAC et la CEEAC.
- Cependant, même dans les zones rurales où les prix des aliments de base sont bas, la nourriture est difficilement accessible aux populations, qui ne prennent plus qu'un repas par jour en moyenne, ration de plus en plus composée de légumes et de produits de cueillette (chenilles, champignons) dont la consommation a considérablement augmenté par rapport à la période d'avant crise. Tout comme les animaux d'élevage, le gibier et le poisson sont devenus rares, du fait de la prolifération d'armes à feu et de l'insécurité qui restreint l'accès aux zones de chasse et de pêche.

L'on peut donc conclure que le marché des denrées alimentaires a connu un équilibre sous-optimal au plus fort de la crise (décembre 2012-mars/avril 2014), en raison d'une baisse considérable du pouvoir d'achat des populations contraintes à délaisser les marchés pour le troc et l'autoconsommation, et d'une forte contraction de l'offre due à la fois à la réduction des superficies emblavées, au saccage des stocks, aux ventes de panique, et à la déstructuration des circuits de commercialisation (et notamment du corridor du Cameroun en janvier-février 2014). Ce qui, pendant la période sous revue, se traduit par des prix relativement stables (exemple, le prix du mil et de l'arachide), ou légèrement à la baisse (prix du manioc, du maïs, et des produits carnés –bœuf et poulet jusqu'en septembre 2013.) Mais ces équilibres plutôt artificiels se sont avérés éphémères, car on note une envolée des prix depuis septembre 2013 pour la viande de bœuf et de poulet, à partir de mars-avril 2014 pour le maïs et l'arachide, et juin pour le mil. En effet, face à une offre inélastique et insuffisante, résultat de deux maigres campagnes agricoles consécutives, la demande solvable se rétablit quelque peu grâce au paiement des salaires des fonctionnaires et aux dépenses des programmes humanitaires et de réhabilitation d'infrastructures, qui injectent des liquidités dans l'économie. Par ailleurs, les circuits de commercialisation sécurisés par endroits, favorisent les échanges, pendant que les déplacés internes regagnent graduellement leur lieu de résidence habituel, délaissant l'assistance alimentaire pour s'approvisionner sur les marchés. Tous ces facteurs exercent une forte pression haussière sur les prix, restreignant du coup l'accès des populations aux produits alimentaires.

BILAN DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE DE CÉRÉALES 2014/15

Le bilan alimentaire de la République Centrafricaine pour la campagne agricole 2014 est établi selon les hypothèses suivantes:

- La population, qui croît à un taux de 2 pour cent par an, est estimée à 4 709 millions d'habitants en 2014²⁸. Elle sera d'environ 4,756 millions à mi-2015, chiffre qu'on utilisera pour estimer la consommation alimentaire pour l'année commerciale 2014/15.
- Les estimations des productions vivrières pour 2014 résultent des travaux de la mission (cf. page 22).
- Les consommations annuelles per capita des principales denrées alimentaires sont de 148 kg pour manioc (cossettes), 17,02 kg pour le maïs, 2,93 kg pour le riz, 11,27 kg pour le mil/sorgho selon le Ministère en charge du développement rural, et de 6,7 kg pour le blé (farines) selon les estimations de la mission²⁹.
- Le taux de conversion du paddy en riz blanc est de 0,63, et celui du manioc en équivalents céréales est de 0,3166³⁰.

²⁸ Selon les sources humanitaires (exemple, Site Web de l'UNHCR), l'aggravation du conflit en décembre 2013 a forcé près de 65,000 centrafricains à se réfugier dans les pays voisins, notamment au Cameroun, au Tchad et en République du Congo, portant leur nombre à environ 220,000. Des organismes comme la Commission européenne leur fournissent de l'assistance humanitaire dans les pays d'accueil (voir Site Web de la Commission européenne).

²⁹ Sur base des importations de blé (farines) de 2010 à 2012 et de la population correspondante.

³⁰ FAO/WFP Joint Guidelines for Crop and Food Security Assessment Missions (CFSAMs), January 2009.

- Dans le contexte de rareté provoquée par la crise, les producteurs ont intérêt à limiter les pertes après-récolte. Mais les difficultés de commercialisation au niveau des villages peuvent entraîner de telles pertes, surtout pour les produits frais en l'absence des infrastructures de stockage. Pour les principales denrées en cause (cossettes de manioc, mil/sorgho, riz) l'on pourrait néanmoins estimer leurs pertes éventuelles à 5 pour cent vue qu'elles se conservent ou se vendent séchés.
- Semences en raison des maigres récoltes. Il y a donc lieu d'espérer que l'essentiel des semences proviendra de l'assistance humanitaire. L'on retiendra les moyennes des taux de semis recommandés par le Ministère en charge du développement rural: 28 kg de semences par hectare pour le maïs, 15 kg/ha pour le sorgho et le mil, et 35 kg/ha pour le riz. Pour déterminer les quantités requises pour chaque spéculation, on multipliera le taux de semis correspondant par la superficie prévue en 2015, calculé comme une moyenne entre la surface en 2012, la dernière année avant la crise, et celle de 2014. Cette superficie sera supérieure à celles de 2013 et 2014 en raison de une amélioration des conditions de sécurité³¹ ainsi que de l'assistance apportée par la FAO aux ménages et aux groupes multiplicateurs de semences, mais encore inférieure à la moyenne d'avant la crise. la superficie prévue en 2014/15 sera multipliée par le taux de semis correspondant. Cet exercice ne sera pas nécessaire pour le manioc, qui se reproduit par bouturage.
- Dans ce contexte de pénurie et du fait que le cheptel ait été décimé, il n'est pas prévu de récolte pour l'alimentation animale, pas plus pour l'exportation.
- Les stocks tant au début qu'à la fin de la campagne sont inexistant, toujours en raison des maigres récoltes et des pillages.
- Des baisses considérables de la production vivrière évoquées plus haut (cf. page 22) nécessitent des importations alimentaires par le secteur privé, de même que des dons alimentaires par la communauté internationale. S'agissant des importations des céréales, elles ont chuté de 37 pour cent en 2013 par rapport à 2012 (cf. page 10). Bien que la mission n'ait pu obtenir des données chiffrées sur les importations premier semestre 2014, elle estime que sur l'ensemble de l'année, celles-ci ne pourront atteindre leur niveau de 2012, vu que les circuits de commercialisation peinent à se rétablir. Ainsi, l'on peut espérer qu'en 2014/15, les importations de riz et de blé (farines de froment) n'atteindront que 80 pour cent de leur niveau de 2012, c'est-à-dire environ 2,679 tonnes et 26,709 tonnes respectivement.
- Quant à l'assistance alimentaire, le PAM prévoit d'intervenir à hauteur de 48,000 tonnes de céréales en 2014.

Le bilan ainsi établi (voir tableau ci-après) montre un déficit de 56,868 tonnes de céréales qu'il faudra combler en 2014/15 après que les importations commerciales et les dons alimentaires aient été pris en compte. La rubrique manioc est aussi déficitaire de 24,858 tonnes équivalents céréales. Ce qui en dit long sur l'insuffisance de la production alimentaire en République Centrafricaine en 2014. Il y a lieu de rappeler ici l'importance du manioc et des céréales qui contribuent pour environ 25 pour cent et 20 pour cent respectivement, soit au total 45 pour cent, aux apports caloriques de la ration alimentaire journalière des centrafricains.

Tableau 4: République Centrafricaine – Bilan de l'offre et de la demande de céréales, 2014/15 ('000 tonnes) campagne de commercialisation novembre-octobre

	Maïs	Mil/ sorgho	Riz usiné	Blé	Total céréales	Manioc équivalent céréales
Disponibilités intérieures	25,676	16,980	3,290	0	45,946	208,419
Production	25,676	16,980	3,390	0	45,946	208,419
Variation de stocks	0	0	0	0	0	0
Utilisation totale	84,114	55,023	9,108	31,957	180,202	233,277
Consommation alimentaire	80,884	53,584	8,789	31,957	175,214	222,856
Semences	1,947	590	154	0	2,691	0
Alimentation animale	0	0	0	0	0	0
Pertes	1,283,8	849	165	0	2,297	10,421
Exportations	0	0	0	0	0	0
Besoins d'importation	-58,438	-38,043	-5,818	-31,957	-134,256	-24,858
Importations commerciales	0	0	2,679	26,709	29,388	0
Aide alimentaire en stock et prévue	0	0	0	0	48,000	0
Déficit à couvrir	0	0	0	0	-56,868	0

³¹ Principalement en raison de l'augmentation des forces militaires internationale déployée (cf. page 14).

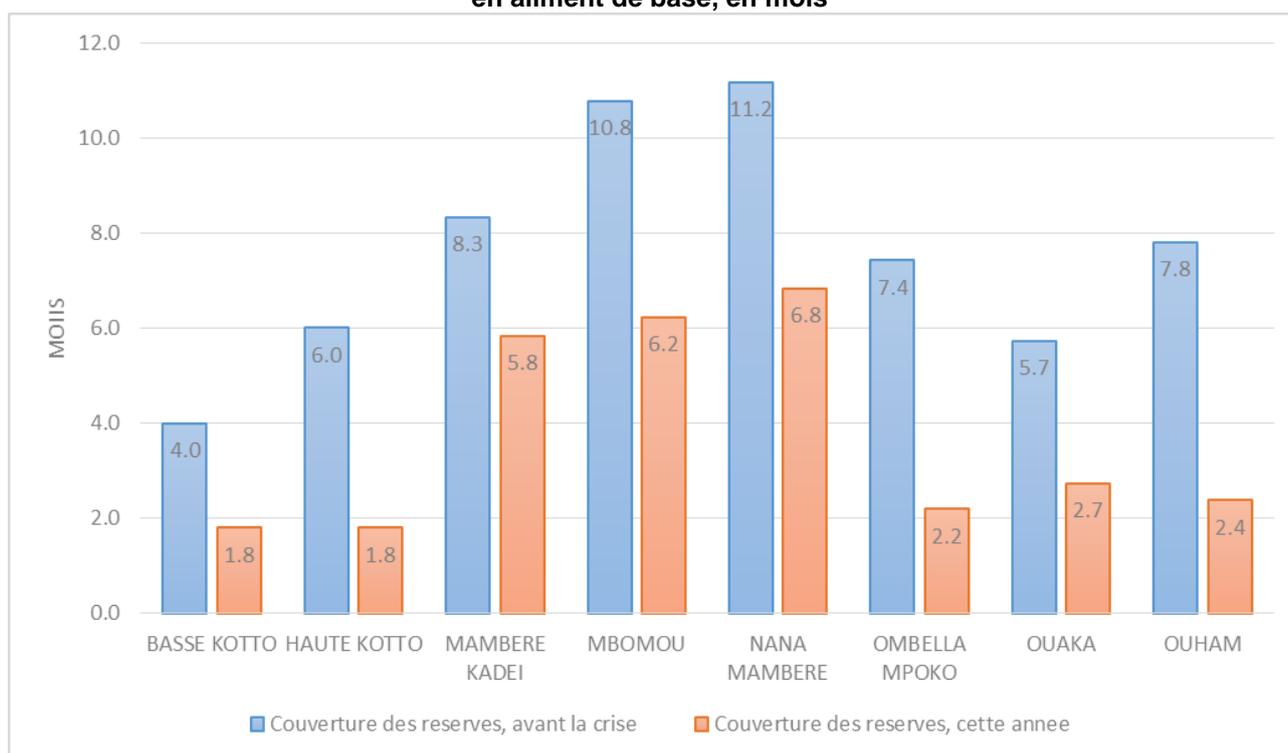
SECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES ET NUTRITION

Moyens d'existence

Avant la crise actuelle, qui a démarré fin 2012, la sécurité alimentaire des ménages ruraux centrafricains dépendait essentiellement de la production vivrière et la vente des produits vivriers. La chasse et la cueillette constituaient des sources alimentaires d'appoint. Les cultures de rente - notamment le coton et le sésame dans le centre-nord, et le café dans le sud - représentaient également une source de revenu importante. L'exploitation minière générait également des emplois dans certaines zones. Selon le profil réalisé par FEWSNET (2012) Les revenus tirés de la main d'œuvre agricole et minière représentaient un mécanisme d'accès alimentaire important pour les ménages ruraux les plus pauvres. Un élevage transhumant était notamment pratiqué par les populations peules.

Depuis la fin 2012, le conflit a mis à mal l'ensemble des moyens d'existence. Les données primaires collectées en septembre 2014 font état d'une diminution généralisée des capacités d'auto-alimentation des communautés, par rapport à la moyenne pré-crise (graphique 19). Dans certaines préfectures telles que le Mbomou ou la Nana-Mambéré, les réserves alimentaires issues de la propre production couvraient, avant la crise, plus de 10 mois de consommation. Actuellement, elles n'en couvrent plus que 6 ou 7. Cette tendance à la baisse de l'auto-alimentation, également rapportée dans les autres préfectures, indique qu'un grand nombre de ménages aura davantage recours au marché au cours de l'année alimentaire 2014 qu'avant la crise.

Graphique 19: République Centrafricaine – Durée de couverture des réserves en aliment de base, en mois



Source: Enquête CFSAM 2014.

Compte tenu de la diminution du niveau d'auto-alimentation des ménages, leur accès alimentaire en 2014-2015 dépendra largement de leur capacité à générer les revenus monétaires requis pour l'achat de produits sur le marché. Or, les données primaires font état d'une modification des mécanismes d'accès alimentaire des ménages depuis l'avènement de la crise. Ainsi, si la vente de produits vivriers demeure la première source de revenu dans l'ensemble des zones, on constate une modification des sources secondaires. Notamment, l'apport provenant de la vente d'animaux ou des produits d'élevage – souvent cité comme source de revenu avant la crise – est actuellement tari, suite à l'importante diminution du cheptel en 2013. Les ménages se sont adaptés en augmentant leur recours à la vente des produits de chasse ou de la cueillette, et dans certains cas, à la vente de charbon.

Les revenus tirés de la vente des produits de la chasse et de la cueillette sont devenus des sources de revenu plus importantes, en particulier dans les préfectures de Bamingui Bangoran, de la Lobaye et de l'Ombella Mpoko. La cueillette permet des appoints utiles en protéines (chenilles et champignons) ainsi qu'en revenus monétaires, en particulier dans les zones proches de Bangui. Cependant il s'agit d'une activité saisonnière, dont le pic coïncide avec la saison des pluies, et dont les retombées sont variables. Pour la chasse, on note qu'il s'agit essentiellement de 'petite chasse' – celle du rat palmiste, de l'agouti, ou du porc-épic, dans la mesure où l'insécurité interdit généralement les déplacements lointains requis pour le plus gros gibier, tel que les antilopes ou les singes. L'augmentation du prix des cartouches rend plus onéreuse la pratique de la chasse, et les craintes liées au virus Ebola rend également la chasse moins attractive. L'insécurité a généralement réduit les captures de la pêche.

La vente de bois et de charbon est actuellement une source de revenu importante pour les habitants des préfectures de Haute Kotto, d'Ombella Mpoko et d'Ouham. La vente de charbon est une activité le plus souvent pratiquée par les hommes, pour compenser la perte des revenus tirés de la main d'œuvre occasionnelle dans le secteur agricole ou minier. Si l'activité permet d'accéder à un revenu monétaire critique en cette période de crise, elle accélère cependant la dynamique de déboisement dans le pays. La pratique du petit commerce a constitué un mécanisme d'ajustement important, en particulier pour les femmes.

Tableau 5: République Centrafricaine – Principales sources de revenus, 2014 et avant la crise

Préfecture	2014			Pré-crise		
	1 ^a source	2 ^a source	3 ^a source	1 ^a source	2 ^a source	3 ^a source
Bamingui Bangoran	Produits vivriers	Cueillette chasse	Cueillette chasse	Produits vivriers	Vente de produits vivriers	Élevage
Basse Kotto	Produits vivriers	Varié	Varié	Produits vivriers	Varié	Varié
Haute Kotto	Produits vivriers	Charbon	Varié	Petit commerce	Produits vivriers	Cueillette chasse
Lobaye	Produits vivriers	Cueillette chasse	Petit commerce	Produits vivriers	Petit commerce	Cueillette chasse
Mambere Kadei	Produits vivriers	Petit commerce		Produits vivriers	Petit commerce	Petit commerce
Mbomou	Produits vivriers	Élevage	Petit commerce	Produits vivriers	Petit commerce	Petit commerce
Nana Mambere	Produits vivriers	Cueillette chasse	Petit commerce	Produits vivriers	Cueillette chasse	Petit commerce
Ombella Mpoko	Produits vivriers	Cueillette chasse	Charbon	Produits vivriers	Élevage	Cueillette chasse
Ouaka	Produits vivriers	Main d'œuvre agricole	Charbon	Produits vivriers	Main d'œuvre agricole	Cueillette chasse
Ouham	Produits vivriers	Petit commerce	Varié	Produits vivriers	Élevage	Petit commerce

Source: Enquête CFSAM 2014.

Pour la majorité des groupes de discussion, la situation alimentaire de leur communauté est plus difficile que l'an passé. Cependant, de nombreux focus group de la préfecture de la Lobaye, et certains dans la préfecture du Bamingui Bangoran, considèrent que leur situation alimentaire s'est améliorée.

Stratégies de survie et consommation alimentaire

Les ajustements des sources de revenu n'ont pas toujours permis d'enrayer une dégradation de la consommation alimentaire familiale. Effectivement, selon les focus group féminins, on constate un appauvrissement de la consommation alimentaire des ménages. En particulier, les groupes de discussions rapportent le plus souvent une diminution du nombre de repas et des quantités servies. Cependant, les stratégies les plus sévères, telles la consommation des aliments de pénurie, ou celle de privilégier la consommation des enfants au détriment des adultes est rarement mentionnée.

Ces résultats confirment les analyses de la surveillance multisectorielle sur les stratégies de survie, qui démontrent que l'emploi des stratégies les plus sévères est relativement limité. Les données issues du suivi multisectoriel l'indice des stratégies de survie réduit montrent un recours relativement limité aux stratégies de survie dans les préfectures de l'ouest du pays. Cependant, les ménages de la préfecture de la Kémo et de Bangui avaient davantage recours aux stratégies de survie que dans les autres zones du pays.

Selon les données de la surveillance multisectorielle (Tableau n°7), en mai/juin 2014, les préfectures de Mbomou, de Nana Mambere et de Kémo affichent des prévalences de consommation alimentaire 'pauvre' dépassant 10 pour cent, soit les plus élevées du pays. Dans le reste des préfectures suivies, y compris Bangui, moins de 5 pour cent des ménages ont une consommation 'pauvre'. Il existe un important réservoir de ménages dont la consommation alimentaire est qualifiée de 'limite' – notamment dans les préfectures de la Nana Mambere (39 pour cent) et de Mbomou (35 pour cent), traduisant un risque en cas de choc. En revanche, les indicateurs de consommation alimentaire sont meilleurs en Sangha Mbaere, en Ouham ou plus de 80 pour cent des ménages ont une consommation alimentaire acceptable.

Tableau 6: République Centrafricaine – Groupes de consommation alimentaire par préfecture (mai/juin 2014), en pour cent

Préfecture	Acceptable	Limite	Pauvre
Bangui	68	27	5
Kémo	62	26	12
Mambere Kadei	84	12	4
Mboumou	44	35	21
Nana Mambere	41	39	17
Ouham	87	12	1
Ouham Pende	73	23	4
Sangha Mbaere	81	19	

Source: Surveillance multisectorielle.

Ces résultats – datant de la période de soudure - tendent à confirmer qu'une grande majorité des ménages non-déplacés ont su, pour le moment, maintenir une consommation alimentaire minimale dans un contexte de crise, grâce à l'adaptation de leurs moyens d'existence, et à l'assistance fournies. Malgré cela, certains ménages font toutefois face à une insécurité alimentaire sévère en période de soudure.

Situation alimentaire critique pour les déplacés et les enclaves

En revanche, les populations déplacées enclaves font face à une situation d'insécurité alimentaire urgente ou critique généralisée, requérant une intervention immédiate. Comme le montre le tableau ci-dessous, le suivi RRM réalisé en juillet et août 2014 par les ONG ACF, Première Urgence et DRC font état de prévalences d'insécurité alimentaire sévère dépassant les 50 pour cent, indiquent un niveau de vulnérabilités deux ou trois fois supérieures à ceux des populations non-déplacées. Ces groupes souffrent d'un accès au marché limite et ont perdu leurs moyens d'existence, et dépendent largement de la solidarité et des assistance. Les populations enclavées, par exemple au PK5 de Bangui, à Boda ou Bambari sont à classer dans cette catégorie, compte tenu de la perte des moyens d'existence et du manque d'opportunité d'ajustement pour ce groupe. Le chiffre exact des populations enclavées est difficile à estimer.

Tableau 7: République Centrafricaine – Prévalence de l'insécurité alimentaire, enquêtes RRM

	% SCA 'pauvre' < 24,5	Sous-préfecture	Préfecture	Type de population
Juillet	85	Kabo	Ouham	Déplacés
Août	59	Bossangoa	Ouham	Déplacés
Juillet	65	Bouca	Ouham	Déplacés
Juillet	24	Bambari	Ouaka	Déplacés
Juillet	9	Boganangone	Lobaye	Résidents et retournes
Juillet	24	Carnot	Mambere Kadei	Résidents et retournes

Source: rapports RRM, site HDPT RCA.

Nutrition

La malnutrition aigüe a traditionnellement été considéré un moindre problème de santé publique que la malnutrition chronique au RCA. Selon le cluster nutrition, les indicateurs pré-crise rapportent que 39,9 pour cent des enfants souffrent de malnutrition chronique (retard de croissance) avec 6 préfectures donc celles de l'Ouest dépassant le seuil d'alerte de 40 pour cent. Les prévalences de retard de croissance démontrent un environnement sanitaire et alimentaire très défavorable à la bonne croissance et à la bonne santé des enfants depuis longtemps. Une action concertée de tous les acteurs est nécessaire pour obtenir des résultats sur le retard de croissance.

Selon les résultats préliminaires de la SMART pour Bangui montrent estiment que la malnutrition aigüe globale touche 5,9 pour cent des enfants (IC: 4,5-7,6 95 pour cent), dont 5,4 pour cent sous sa forme modérée et 0,5 pour cent sous sa forme sévère. Ces taux indiquent une amélioration de la situation nutritionnelle à Bangui par rapport à la situation qui prévalait avant la crise. Pour le moment, les résultats de la SMART ne sont pas disponibles pour le reste du pays. Selon les rapports RRM, les causes principales de la malnutrition chez les populations déplacées sont l'arrêt des systèmes de santé, le manque d'accès à l'eau et l'appauvrissement de la consommation alimentaire. Avant la crise, on estimait que 7,8 pour cent des enfants souffrent de malnutrition aigüe globale au niveau national.

Selon les résultats provisoires de la SMART, le taux brut de décès de 2,55/10,000 par jour (IC: 2,07-3,14) et de 2,54/10,000 (IC: 1,49-4,30) par jour pour les 0-5 ans. Un taux si élevé de mortalité parmi les 0-5 ans, avec une prévalence si basse de la malnutrition, pourrait indiquer que beaucoup d'enfants dénutris sont décédés durant la période de rappel. On note qu'il s'agit d'une étude de mortalité rétrospective.

Jusqu' en juillet il n'y avait que 45 sites de traitement de la malnutrition aigüe modérée dans l'ensemble du pays. Si ce nombre a été multiplié par deux en août, il reste très insuffisant pour couvrir les besoins. Selon les derniers rapports disponibles, quelques 70,000 enfants sur 150,000 planifiés ont reçu une assistance en suppléments alimentaires généralisée à ce jour. 15,000 enfants sur les 75,000 attendus dans le pays ont été admis dans les programmes de récupération nutritionnelle (TSFP) à la date d'août 2014; ceci est en partie dû à un manque de partenaires intéressés pour le traitement de la malnutrition aigüe modérée. Davantage d'enfants ont été pris en charge pour la malnutrition aigüe sévère que pour la malnutrition aigüe modérée. Les résultats définitifs de l'enquête SMART, en cours, permettront d'orienter les programmes nutritionnels.

Besoins en assistance alimentaire et nutritionnelle

L'assistance alimentaire d'urgence du PAM cible actuellement environ 1,2 millions de personnes. L'assistance cible les personnes déplacées aussi bien que les populations locales. Selon le PAM, environ 900,000 personnes ont reçu une assistance alimentaire au moins une fois depuis le début de l'année. Plus de 400,000 personnes ont reçu une assistance alimentaire du PAM lors de l'opération de distribution des semences organisée par la FAO en juillet.

L'analyse présentée indique que les groupes vulnérables en République Centrafricaine font face à plusieurs risques, et que les besoins en assistance alimentaire demeureront au-dessus de la moyenne lors de l'année de consommation 2014-2015. L'évolution de la situation alimentaire au cours de la prochaine année dépendra largement des conditions de sécurité et l'accès à l'assistance d'urgence. Pour les populations non-déplacées, l'amélioration de la sécurité et la reprise du commerce sera essentielle pour permettre la reprise des moyens d'existence. L'évolution de la sécurité alimentaire des populations déplacées ou enclavées dépendra à court terme des conditions d'accès humanitaire à ces populations, qui demeure difficile.

Dans un scénario positif, le déploiement attendu de la MINUSCA dans le pays pourrait participer à stabiliser la situation sécuritaire sur les zones concernées, et favoriser le retour des acteurs économiques, tels que les commerçants et transporteurs, ainsi que sécuriser l'accès humanitaire. Cependant, dans les zones où les forces internationales ne seront pas déployées, il est probable que règnera une insécurité qui continuera à provoquer des déplacements, décourager la production alimentaire et paralyser les échanges.

En particulier, les groupes récemment déplacés ou enclavés font face à une insécurité alimentaire aigüe d'urgence ou de crise. Ces groupes ont perdu leurs moyens d'existence et se retrouvent dépendants de la solidarité ou de l'assistance extérieure. Ces groupes requièrent une assistance alimentaire immédiate et continue. Le recensement de ces populations est difficile, compte tenu de l'insécurité et de la mobilité de ces groupes. Selon les chiffres préliminaires de la CMP datant de septembre, les personnes déplacées seraient au nombre de 385,000 avec cependant des données manquantes pour 4 sous-préfectures. Les chiffres des personnes déplacées resteront évolutifs et la planification de l'assistance humanitaire en leur faveur sera nécessairement flexible.

Les enquêtes de sécurité alimentaire réalisées au cours des dernières années en RCA montrent qu'environ 25-30 pour cent des ménages centrafricains font face à une insécurité alimentaire essentiellement modérée. Les populations locales non-déplacées font face à une situation d'insécurité alimentaire chronique que la crise aura aggravée, faisant basculer une partie de la population en insécurité alimentaire sévère. Pour les populations, la stratégie d'assistance recommandée privilégiera l'appui aux moyens d'existence, ainsi qu'un filet de sécurité alimentaire cible (prévention de la malnutrition aigüe, et vivres contre travail). Les appuis

alimentaires pour cette population pourraient être élargis lors de la période de soudure 2015, dans la mesure où les déficits alimentaires seront plus marqués lors de cette période de l'année. La soudure varie selon les zones agro-écologiques du pays, mais se déroule généralement de mars à juillet.

Graphique 20: République Centrafricaine – Calendrier d'assistance

Type d'assistance	Nov	Dec	Jan 2015	Fev	Mar	Avr	Mai	Jui	Juil	Aout	Sept
Assistance urgence (insécurité alimentaire aigue - déplacés, enclaves)											
Filets sociaux (nutrition, transferts inconditionnels)											
Assistance soudure (insécurité alim modérée – populations locales affectées)											

Les processus EFSA, conduite en septembre-octobre, permettra de produire une estimation des populations en besoin, et d'établir des critères qui pourraient étayer un ciblage des ménages en insécurité alimentaire. L'enquête SMART, dont les résultats seront en cours de validation, orienteront les actions à venir dans le domaine de la nutrition.

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Au niveau des politiques: création d'un cadre favorable à la reprise économique

- Renforcer les programmes de restauration de la sécurité, de la paix et de la confiance entre les communautés, en encourageant notamment la participation des différents groupes confessionnelles à la réalisation des projets de reconstruction et de relance économique (reconstruction des infrastructures publiques, implantation des champs communautaires).
- Faciliter et encadrer le retour des opérateurs économiques en garantissant leur sécurité et celles de leurs biens par des mesures spéciales (décrets présidentiels, mise à disposition des escortes et sécurisation des zones d'habitation).
- Mettre en œuvre le Programme national d'investissement agricole (PNIASAN) résumé ci-avant, gage d'une reprise économique forte, rapide et partagée et, par-là, facteur de paix, de cohésion sociale et de réconciliation nationale.
- Mettre en œuvre, dans le cadre du PNIASAN, des programmes de développement des principales cultures vivrières selon une approche filière intégrant la production, le conditionnement et la commercialisation, favorisant ainsi la création d'emplois et la génération des revenus.
- Œuvrer à la réouverture de la frontière RCA/Tchad le plus tôt possible, en utilisant toutes les voies diplomatiques au niveau de la CEMAC, de la CEEAC et de l'ONU avec l'appui des partenaires au développement, pour faciliter les échanges commerciaux entre les deux pays.

Appui aux moyens d'existence

- Poursuivre l'assistance aux ménages affectés par la crise en semences vivrières améliorées, et petits matériels agricoles, y compris des bâches et des pousse-pousse pour le séchage et le transport des produits. Ces programmes devraient être accompagnés par des travaux de réhabilitation des infrastructures communautaires utilisant des techniques HIMO pour rapidement accroître le pouvoir d'achat des populations.
- Apporter une assistance en matériels aux pêcheurs et aux pisciculteurs en vue de relancer la production piscicole. Un projet d'appui aux communautés des pêcheurs pour la résilience à la crise alimentaire d'un montant de XAF 265 millions qui couvre la capitale Bangui et ses environs, a été soumis en août 2014 à la FAO pour son financement. Aussi, une deuxième phase du projet pilote TCP/4/34/01 «Plan de développement de l'aquaculture» qui n'a pas pu être réalisé à cause de crise, devra être mise en place.

- Reconstituer le secteur des productions animales: la transhumance, le petit élevage villageois (porcs, petits ruminants, cobaye, canard a cycle court) et, à moyen terme, développer l’embouche bovine en particulier à Bangui.
- Promouvoir les activités maraichères et les micro-jardins dans les grandes villes en particulier Bangui et ses alentours.

Interventions d’urgence

- Continuer les appuis en faveur des personnes déplacées, et les considérer prioritaires, compte tenu de leur niveau très élevé de vulnérabilité.
- Les groupes les plus vulnérables au sein des communautés non-déplacées devraient bénéficier d’une assistance pour le traitement de la malnutrition aigüe modérée. Une assistance aux personnes vulnérables dans les communautés non déplacées devrait être prévue lors de la soudure 2015.
- Une extension de la couverture des programmes la prévention et du traitement de la malnutrition aigüe modérée devrait avoir lieu, en particulier à l’extérieur de Bangui.

Renforcement des systèmes d’information

- Organiser un recensement national de l’agriculture, de l’élevage et de la pêche
- Mettre en place un système d’information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ce système aura vocation à piloter les interventions d’urgence. Les acquis du mécanisme RRM en matière d’alerte devrait être consolidés.
- Réaliser un cycle de l’IPC en octobre 2014 afin de réorienter la planification des interventions humanitaires, et renforcer la capacité des acteurs dans le processus.

Liste des ONGs par cycle de distribution des semences

1^{er} CYCLE	1^{er} et 2nd CYCLE	2nd CYCLE
Première Urgence – Aide Médicale Internationale (PU-AMI)	MERCY CORPS	INTERSOS
Danish Refugee Council (DRC)	Coopération Internationale (COOPI)	NDA
WORLD VISION	Community Humanitarian Emergency Board (COHEB)	Confédération internationale d'organisations catholiques (CARITAS)
Agency for Technical Cooperation and Development (ACTED)	ECHELLE	VITALITE
Croix Rouge Centrafrique (CRCA)	CADAPI	Alternatives Communes pour le Développement Economique et Social (ACDES)
TEARFUND	AIEC-MS	AJLSP
SOLIDARITES	CORDAID	African Humanitarian Action (AHA)
International Rescue Committee (IRC)		AFRBD
Jeunesse Unie pour la Protection de l'Environnement et le Développement Communautaire (JUPEDEC)		ARND
TRIANGLE		
Catholic Relief Services (CRS)		